

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**Unité  
ouvrière**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2292 - 6 juillet 2012 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**PSA, SFR, Air France...**

**Combattre  
les licenciements  
c'est l'affaire de  
tous les travailleurs**



**L'austérité de gauche  
se met en place**

**Leur société**

- p. 4 ■ Le discours de Ayraut
- p. 5 ■ Manuel Valls et l'immigration
  - Terra Nova : un terrain pas bien nouveau
  - Front de gauche : « opposition constructive », pour construire quoi ?
- p. 6 ■ Les peuples européens appelés au secours des banquiers
  - Pacte de croissance : de la poudre aux yeux
  - Hollande et les patrons : où est le vrai pouvoir ?
- p. 7 ■ Propriétaires privés contre HLM
  - Voiture électrique : pas si propre que cela
- p. 12 ■ Gaz, électricité : aucune hausse ne doit avoir lieu
  - Ça plane pour les chasseurs de primes
  - Angoulême : le couac du président socialiste de l'agglomération
- p. 13 ■ Pôle emploi : tour de passe-passe avec les effectifs
  - Petites et moyennes entreprises : les ministres au rendez-vous
  - Livret A : encore une fleur aux banquiers
  - Redevance télé : l'ordinateur a bon dos
  - Carte émeraude : une réforme contre les plus pauvres

**Dans le monde**

- p. 7 ■ Grande-Bretagne : banques criminelles
- p. 8 ■ États-Unis : le décret d'Obama sur l'immigration
  - Italie : la réforme du droit du travail
  - Espagne : la lutte des mineurs des Asturies
- p. 9 ■ Mexique : élection présidentielle
  - Mali

**Dans les entreprises**

- p. 11 ■ General Motors - Strasbourg
  - Sodimedical - Plancy (Aube)
  - Presse - groupe Hersant
- p. 14 ■ Hôpital psychiatrique Saint-Jean-de-Dieu
  - Astra-Zeneca - Petite-Synthe
  - Groupe Doux
  - Monoprix Roquette
- p. 15 ■ Continental - Clairvoix
  - Toyota - Onnaing
  - Soitec - Bernin
  - Bus et tram - Orléans
  - PSA - Aulnay-sous-Bois

**Il y a 50 ans**

- p. 10 ■ 5 juillet 1962 : l'indépendance pour l'Algérie

# Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

**Il n'aura pas fallu longtemps pour que le gouvernement socialiste endosse les habits de la droite pour imposer l'austérité aux travailleurs. La hausse du smic était la dernière des promesses de Hollande : le « coup de pouce » a finalement été plus que poussif, seulement 0,6 %, alors que 2 % étaient annoncés. La différence, c'est-à-dire 1,4 %, n'est qu'une avance à valoir sur la prochaine revalorisation.**

Les travailleurs n'ont rien à attendre de ce gouvernement qui n'a pas plus que le précédent l'intention de s'opposer aux puissances de l'argent. Il ne fera rien pour l'emploi et les salaires, et sur ces questions essentielles

les travailleurs ne devront compter que sur leurs luttes.

C'est de cela, et pour y défendre le programme de lutte qui était celui de Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle, que les militants de Lutte Ouvrière



veulent discuter avec vous au cours des caravanes qu'ils vont effectuer pendant les deux mois d'été. Leur tournée les conduira dans quelque 150 villes du

pays. Alors, n'hésitez pas à les rencontrer pour débattre fraternellement.

Voici les étapes prévues pour le début du mois de juillet.

- Franche-Comté**
- Jeudi 5 juillet : **Belfort** (Territoire de Belfort)
  - Vendredi 6 juillet : **Pontarlier** (Doubs)
  - Samedi 7 juillet : **Besançon** (Doubs)
- Pyrénées**
- Jeudi 5 juillet : **Tarbes** (Hautes-Pyrénées)
  - Vendredi 6 juillet : **Pau** (Pyrénées-Atlantiques)
  - Samedi 7 juillet : **Auch** (Gers)

- Tarn-Languedoc**
- Jeudi 5 juillet : **Narbonne** (Aude)
  - Vendredi 6 juillet : **Perpignan** (Pyrénées-Orientales)
  - Samedi 7 juillet : **Carcassonne** (Aude)
- Savoie-Ain**
- Lundi 9 juillet : **Villefranche-sur-Saône** (Rhône)
  - Mardi 10 juillet : **Oyonnax** (Ain)
  - Mercredi 11 juillet : **Bourg-en-Bresse** (Ain)
  - Jeudi 12 juillet : **Chambéry**

- (Savoie)
- Vendredi 13 juillet : **Albertville** (Savoie)
  - Samedi 14 juillet : **Annecy** (Haute-Savoie)
- Finistère-Morbihan**
- Lundi 9 juillet : **Brest** (Finistère)
  - Mardi 10 juillet : **Quimper** (Finistère)
  - Mercredi 11 juillet : **Concarneau** (Finistère)
  - Jeudi 12 juillet : **Lanester** (Morbihan)
  - Vendredi 13 juillet : **Vannes** (Morbihan)

- Samedi 14 juillet : **Lorient** (Morbihan)
- Région havraise**
- Lundi 9 juillet : **Le Havre** (Seine-Maritime)
  - Mardi 10 juillet : **Fécamp** (Seine-Maritime)
  - Mercredi 11 juillet : **Gonfreville/Harfleury** (Seine-Maritime)
  - Jeudi 12 juillet : **Lillebonne** (Seine-Maritime)
  - Vendredi 13 juillet : **Bolbec** (Seine-Maritime)
  - Samedi 14 juillet : **Le Havre** (Seine-Maritime)

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

**Adresser toute correspondance à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

**ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe**

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : ..... par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
<b>Destination :</b>	<b>6 mois</b>	<b>1 an</b>
<b>France, DOM-TOM</b>	<b>18 €</b>	<b>35 €</b>
<b>DOM-TOM avion</b>	<b>25 €</b>	<b>50 €</b>
<b>Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient</b>	<b>30 €</b>	<b>60 €</b>
<b>USA, Canada</b>	<b>35 €</b>	<b>70 €</b>
<b>Autre Amérique, Asie, Océanie</b>	<b>43 €</b>	<b>85 €</b>

*Envois sous pli fermé : tarifs sur demande*

**LUTTE OUVRIÈRE**  
Union Communiste (Trotskyiste)  
membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie par un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

**SUR INTERNET**

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Lutte Ouvrière hebdomadaire**

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

**Lutte Ouvrière multimédia (télé, radio, CLT)**

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Lutte Ouvrière audio (version parlée de nos textes)**

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

**La lettre d'information hebdomadaire par e-mail**

Abonnez-vous gratuitement

## Nous sommes tous des travailleurs de PSA Aulnay

Personne parmi les travailleurs de l'usine PSA d'Aulnay ne peut se faire d'illusions. Si la direction du trust a convoqué deux réunions exceptionnelles du comité central d'entreprise, les 12 et 25 juillet, c'est pour annoncer la fermeture prochaine de l'usine.

La richissime famille Peugeot comme la direction savent parfaitement que la suppression de 3 600 emplois dans cette usine, à laquelle il faut ajouter la disparition d'une dizaine de milliers d'autres chez les sous-traitants, aura des conséquences catastrophiques dans ce département de Seine-Saint-Denis où le chômage est déjà élevé et la pauvreté grandit, où les quartiers populaires se transforment en ghettos, où les jeunes sont sans espoir de trouver un emploi digne de ce nom.

« C'est la crise, les voitures se vendent plus mal », affirme la direction de PSA. Mais, comme l'ont montré des documents rendus publics il y a un an par la CGT, le projet de fermer l'usine d'Aulnay a été conçu il y a plus de trois ans. À une époque où les voitures se vendaient d'autant mieux que les constructeurs bénéficiaient de ce cadeau qu'était la « prime à la casse ». Grâce en plus à un cadeau de trois milliards de l'État, les affaires de PSA allaient tellement bien que le groupe continuait à s'enrichir malgré la crise. Il avait tout de même commencé à se débarrasser en douce de travailleurs, aggravant les cadences pour ceux qui restaient.

Cela est d'autant plus révoltant que les propriétaires multimilliardaires du trust privent les travailleurs qui les ont enrichis de leur emploi et de leur salaire, les seules choses qui leur permettent de vivre. C'est du banditisme de grand chemin !

Depuis un an que son plan a été dévoilé, la direction n'a cessé de prétendre que le projet de fermeture « n'est pas d'actualité ». Voilà qu'il l'est devenu d'un seul coup, avec une annonce juste à la veille des départs en congés !

Entre la conception du projet et sa réalisation, le président de la République a changé, le gouvernement aussi. Les travailleurs de l'entreprise avaient constaté qu'ils n'avaient rien à attendre du gouvernement précédent. Ils sont en train de vérifier qu'ils n'ont rien à attendre du gouvernement actuel non plus. Le ministre du Redressement productif, Montebourg, a froncé les sourcils pour demander au PDG Varin que « la direction fasse connaître ses intentions au

plus vite » — comme s'il ne le savait pas ! — « et d'engager sans délai le dialogue social et d'en faire une arme collective pour affronter vos éventuelles difficultés dans le respect de vos salariés » !!! Varin comme la famille Peugeot doivent trembler de peur devant cette admonestation !

L'ancien Premier ministre Jospin s'était défaussé devant la fermeture de l'usine Renault à Vilvorde, en Belgique, en affirmant que « l'État ne peut pas tout ». Montebourg fait la démonstration que l'État ne peut rien parce qu'il ne veut rien faire. Il est là pour servir les intérêts des grandes entreprises, et pas du tout pour protéger les travailleurs du chômage.

À l'intérieur même du trust, l'usine d'Aulnay est la première sur la liste, mais celles de Sevelnord à Hordain, Madrid et peut-être Rennes sont immédiatement derrière. Et quelle autre par la suite ? Et la production enlevée aux travailleurs d'Aulnay, la direction la fera faire par ceux des autres usines, avec ce que cela implique de cadences et de fatigue.

Le groupe Peugeot-Citroën, un des plus puissants de ce pays, à la tête d'énormes liquidités, est directement responsable de la spéculation, de la crise financière et de la stagnation de la production qui en découle. Mais c'est à ses travailleurs qu'il veut en faire payer le prix.

Les travailleurs de l'usine n'entendent pas le laisser faire. La solution est simple à l'intérieur même du groupe : répartir le travail entre tous sans baisser les salaires. C'est la seule façon de sauver tous les emplois et en même temps d'alléger la charge de travail pour tous sans perte de pouvoir d'achat pour personne.

L'entreprise a de l'argent pour financer tout cela. Même si elle ne l'avait pas, ce serait justice de prendre sur les revenus et sur la fortune des actionnaires et de la famille Peugeot. Cette justice, il faudra l'imposer.

Les plans de licenciements s'annoncent en rafales partout dans le pays. Nous sommes tous des licenciés en puissance dans cette économie capitaliste absurde où une minorité s'enrichit et augmente ses revenus malgré la crise, pendant qu'on écrase les conditions d'existence de ceux qui travaillent et qui créent les richesses. L'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire constituent des objectifs vitaux à imposer par la lutte collective. Il y va de notre peau.

### • Baisse du pouvoir d'achat, hausse du chômage

## Et ça continue, encore et encore

**L'Insee vient de publier ses derniers chiffres et ses prévisions pour l'année en cours. Aucun travailleur ne sera étonné : le pouvoir d'achat des ménages est en baisse ; le chômage est en hausse. Les services de l'État prévoient 25 000 destructions d'emplois dans les mois qui viennent et jugent cela « modéré au regard de la croissance ».**

Les 0,6 ou 1,2 %, suivant le mode de calcul, de baisse du pouvoir d'achat avancés par l'Insee sont une sinistre plaisanterie, car les chiffres officiels minimisent la hausse des prix des denrées réellement consommées par la population travailleuse en les noyant parmi

d'autres produits. Une mère de famille qui fait ses courses en sait plus long et plus juste que tous les statisticiens sur la question des prix touchant les classes populaires. De plus, les salaires réels ne dépendent pas seulement du tarif horaire mais aussi du nombre d'heures

travaillées. Or combien y-a-t-il aujourd'hui de travailleurs précaires ne trouvant de contrat qu'un mois sur deux, ou à temps partiel imposé, ou même embauchés mais dont l'horaire et le salaire sont réduits, et combien ont-ils sur leur feuille de paye à la fin du mois ?

Quant aux 25 000 destructions d'emplois, ce chiffre est quasiment atteint en additionnant les suppressions de postes prévues dans l'automobile, les télécommunications, les banques et les autres grands

groupes. Mais chacun sait que des petites entreprises licencient ou ferment, tous les jours, dans les régions. Tout le monde connaît des ouvriers en intérim depuis des années qui ne trouvent plus aucun contrat. Alors, combien y aura-t-il de chômeurs supplémentaires à Noël ?

La seule chose que les ministres nouvellement en fonction ont à offrir aux travailleurs, c'est leur sourire satisfait. Des fils du peuple, ou prétendus tels, frétilent désormais

sous les ors de la République, en lieu et place des arrogants fils de Neuilly. Et, d'un bel ensemble, ils baissent leur salaire de trente pour cent, ce qui laisse quand même une belle marge, font des discours sur la justice et servent, tout autant que leurs prédécesseurs et avec la même politique, le grand capital : blocage de fait des salaires ; mains libres au patronat pour licencier ; liberté des prix et secret des affaires.

Paul GALOIS

## • Le discours de politique générale de Ayrault

### Beaucoup de bruit pour rien

**Ceux qui attendaient des surprises en ont été pour leur argent. Oh, le Premier ministre n'a pas été avare de formules lyriques et de paroles creuses, du « changement dans la durée » à l'« économie verte », en passant par « la société sobre et efficace »...**

**Pour le reste, cette déclaration ne contenait rien de nouveau.**

Après une leçon de morale contre les paradis fiscaux et autres niches fiscales, Ayrault a précisé à l'intention des patrons et des privilégiés qu'ils ne seront pas inquiétés: «*Je ne suis pas l'ennemi de l'argent*» et «*j'estime les chefs d'entreprise et je les connais bien*»! S'il y a une réforme bancaire, elle sera négociée avec les banquiers eux-mêmes de façon à ce qu'elle soit indolore – la spéculation et ses ravages ont de beaux jours devant eux!

Quant aux classes populaires,

elles ont surtout eu droit à des mots creux.

Alors qu'il y a mille chômeurs de plus chaque jour depuis des mois, alors qu'une avalanche de licenciements est programmée dans l'automobile, la distribution et le secteur aérien pour ne citer qu'eux, le gouvernement n'y oppose que des phrases ronflantes sur le redressement productif. Et si Ayrault fait preuve de compassion à l'égard des chômeurs, il se garde de tout engagement.

Rien n'a été promis pour

augmenter les salaires et enrayer la baisse du pouvoir d'achat. Quant aux effectifs et aux salaires des fonctionnaires, ils seront gelés. Le monde du travail devra se contenter d'une « conférence sociale » dont il ne sortira rien.

Et comme le gouvernement s'engage à réduire les déficits publics sans prendre chez les privilégiés plus de quelques miettes, les travailleurs savent que c'est dans leurs poches qu'on viendra chercher l'essentiel, la seule nouveauté étant que ce racket...

viendra du PS et non plus de l'UMP.

Au moins les choses sont-elles claires: face aux ravages du capitalisme, face à la guerre incessante que lui mène le patronat, le monde du travail sait qu'il aura dans le gouvernement non un allié, mais un adversaire. Et que nous ne pourrions compter que sur nos propres luttes pour rendre enfin les coups.

**Communiqué de Nathalie Arthaud – 3 juillet 2012**

## Avant l'attaque en règle contre les travailleurs

Ayrault se demande où prendre l'argent qui manque dans les coffres de l'État. Les mesures qui devaient être prises lors du premier conseil des ministres, mercredi 4 juillet, veulent faire croire que ce sera dans les poches des riches: contribution exceptionnelle de deux milliards d'euros sur les grosses fortunes, retour sur un cadeau de Sarkozy aux héritiers, taxation des stock-options des dirigeants des grands groupes, prélèvement exceptionnel de 3% sur les dividendes et annulation de la hausse de la TVA.

Le total de ces prélèvements, peu douloureux en fait pour ces très riches capitalistes, et l'annulation d'un coup porté aux consommateurs ne suffiront même pas à remplir l'objectif principal et affiché du gouvernement: payer rubis sur l'ongle la dette due aux banques, en premier lieu les 53 milliards d'euros d'intérêt correspondant aux 1 717 milliards de dettes de l'État.

Pour ce faire, ainsi que l'audit demandé par Ayrault à la Cour des comptes et rendu le 2 juillet l'a recommandé, le gouvernement devra trouver dix milliards d'euros cette année et trente-trois l'an prochain. La Cour des comptes annonce franchement ce qui risque bien d'être la politique du gouvernement.

Pour faire rentrer l'argent, ce rapport propose d'augmenter les impôts. Si la Cour estime que l'impôt sur les bénéfices des sociétés est déjà très élevé, si elle ne dit mot de l'impôt sur la fortune ou d'une réforme fiscale imposant plus lourdement les riches, elle affirme en revanche qu'une augmentation de la TVA ou de la CSG, essentiellement payée par les travailleurs, sera sans doute nécessaire.

Pour équilibrer les comptes, il faut aussi faire des économies. La Cour préconise

### AUSTERITE, RIGUEUR dites-le avec des fleurs.



qu'elles s'appliquent essentiellement aux classes populaires puisque « le ralentissement des dépenses publiques et la hausse des prélèvements obligatoires demanderont des sacrifices aux ménages, qu'ils soient contribuables, bénéficiaires des prestations sociales, agents publics ou usagers des

services publics ». La liste de ces attaques, et de ce qu'elles rapporteraient, est longue.

La moitié des fonctionnaires, d'État, hospitaliers ou territoriaux, partant à la retraite continueraient à ne pas être remplacés. De plus leur salaire serait gelé et leur déroulement de carrière bloqué.

Les dépenses sociales seraient réduites, l'exemple de l'Allemagne qui réduirait les siennes de dix milliards d'euros d'ici 2014 est mis en exergue. Et de disséquer l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) pour montrer comment on peut réduire les prestations sociales en s'y prenant bien.

Le rapport « démontre » de la même façon que l'État dépenserait trop pour le logement, alors qu'il y a des millions de mal-logés. Il propose de ne plus indexer les retraites et les allocations familiales sur la hausse des prix, mais sur une improbable croissance, ce qui revient à les diminuer. La Cour demande également un changement de calcul du montant des retraites, permettant de le réduire.

Et il y a des pages et des pages d'attaques plus ciblées, contre les étudiants, les familles de plus de trois enfants, les personnes soi-disant indûment logées en HLM, bref contre tout le monde, sauf contre les capitalistes.

Il s'agit donc d'un plan contre le niveau de vie de la population, visant à permettre à l'État de récupérer de quoi payer la rente due au capital financier. Et ce plan le gouvernement Ayrault choisira de le mettre en place.

**Paul GALOIS**

### L'habit ne fait pas le commissaire

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, vient de nommer vingt-deux commissaires chargés de sauver usines et emplois dans les vingt-deux régions. Il leur aurait délégué « tous les pouvoirs ».

Rien que ça? Montebourg s'y croit. A-t-il pensé dans son choix à la Révolution française qui, en 1793, dans une

situation dramatique, avait envoyé des commissaires dotés eux aussi des pleins pouvoirs? Ainsi Saint-Just et Lebas, envoyés à Strasbourg pour prendre en main l'armée du Rhin, la trouvèrent sans chaussures ni manteaux. Ils réquisitionnèrent alors les effets nécessaires dans les maisons des riches et appelèrent les soldats à « déchausser tous les aristocrates de Strasbourg »

pour se procurer les souliers nécessaires.

On doute que les commissaires de Montebourg réquisitionnent les usines et contraignent propriétaires et donneurs d'ordres à conserver emplois et salaires en prenant sur leur fortune, ce qui serait pourtant la seule chose efficace.

**P. G.**

### Shell plus fort qu'une ministre

Le Monde du 27 juin a publié les extraits d'un mail que le président de Shell France, Patrick Romeo, a envoyé depuis son BlackBerry à Nicole Bricq alors qu'elle était encore ministre de l'Écologie dans le premier gouvernement Ayrault. Le mail en question contenait une longue liste de promesses concernant le financement d'expertises indépendantes, d'études scientifiques et techniques, de missions de surveillance de l'impact des forages au large des côtes de Guyane, le PDG de Shell acceptant ainsi de déboursier plusieurs millions d'euros supplémentaires « dès lors que les arrêtés de prescription technique (...) auront été délivrés », précisait-il.

Ce mail était une réponse au blocage des dits arrêtés par la ministre qui empêchait Shell de procéder aux opérations prévues, preuve, s'il en était besoin, que le gouvernement peut décider de prendre des mesures contre les agissements d'un grand groupe.

Mais preuve qu'il ne veut surtout pas en faire usage, Nicole Bricq s'est retrouvée au Commerce extérieur, et le gouvernement, loin de se vanter du succès de sa ministre, n'a pas soufflé mot du mail de Patrick Romeo.

**D. C.**

## • Manuel Valls et l'immigration

# La continuité sans grand changement

Dans un entretien au quotidien *Le Monde*, le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a indiqué jeudi 28 juin quelle politique il entendait mener en matière d'immigration, et il a insisté comme ses prédécesseurs sur le fait qu'il entendait se montrer « ferme », même s'il parle aussi d'être « généreux ».

Sur l'essentiel, il n'y aura donc rien de changé, Valls va poursuivre la politique menée par Hortefeux, Besson et Guéant. Il a dit clairement que l'immigration légale serait liée aux « besoins économiques » du pays et, vu le chômage qui ne cesse de croître, le droit à un titre de séjour risque d'être encore plus limité pour les candidats à l'immigration venant de pays non européens.

Tout comme il « ne cassera pas le thermomètre » qui fixait à 33 000 le nombre d'expulsions d'étrangers en situation irrégulière. Il entend juste les expulser plus « dignement », ce qui n'enlève rien à la brutalité de l'acte qui consiste à renvoyer à la misère ou à un régime de dictature des femmes et des hommes qui espéraient une vie meilleure. Seule petite concession : les familles ne seront plus placées en centre de rétention mais assignées à résidence. En revanche, le ministre ne dit rien sur le sort des familles séparées en situation irrégulière, est en instance d'expulsion.

Quant aux sans-papiers qui, vivant et travaillant en France depuis des années, se battent pour obtenir leur

régularisation, Valls ne veut pas leur « donner de faux espoirs ». Comme sous le gouvernement de droite, leurs situations seront étudiées au cas par cas et les régularisations ne dépasseront pas les 30 000 par an. La seule différence réside dans le fait qu'il prévoit d'uniformiser non plus par préfecture mais au plan national les critères des régularisations. Une autre circulaire prévoit de créer un titre de séjour intermédiaire de trois ans, ce qui ne veut pas dire « moins exigeant », a-t-il tenu à préciser.

Manuel Valls dit cependant souhaiter augmenter le nombre de naturalisations, en fonction de critères qui restent à définir. Mais certains cas évoqués ont tout du parcours d'obstacles, telle que l'obligation de

savoir non seulement parler mais aussi écrire en français, et répondre à des questions auxquelles bien des personnes nées et ayant effectué leur scolarité en France, seraient bien souvent incapables de répondre, comme la date de la construction du château de Versailles, ou à quoi sert le Sénat !

Voilà pour la « générosité ». Elle consiste seulement à gommer quelques aspects les plus choquants de la politique du gouvernement précédent. Mais en attendant, les expulsions continuent, notamment celles des Roms originaires de Roumanie et de Bulgarie. La principale différence est qu'elles se font, pour le moment, dans la discrétion, étiquette « socialiste » oblige.

Marianne LAMIRAL

**LA FRANCE "SOCIALISTE",  
PAYS DES DROITS DE L'HOMME**



## • Front de gauche

# Une « opposition de gauche constructive » mais pour construire quoi ?

Tout est une question de mots : les dix députés du Front de gauche, essentiellement issus du PCF, qui ont réussi à mettre en place un groupe parlementaire (GDR) en se regroupant avec cinq élus de l'Outre-mer, ont annoncé qu'ils s'abstiendraient sur la déclaration de politique générale de Ayrault, à l'Assemblée nationale. Mais, précisent-ils, ce sera une « abstention constructive », car ils ne

veulent pas être rangés dans l'opposition.

Cette prise de position est certes sans surprise, puisqu'elle est dans la ligne de la campagne du Front de gauche, réitérée à la fois par le PCF et Mélenchon, au lendemain du deuxième tour des élections législatives. Mais venant après les annonces faites par Ayrault et par ces différents ministres, confirmant la mise en place de mesures d'austérité, elle n'en prend que plus de relief.

Chassaigne, porte-parole du

groupe parlementaire « démocrate et républicain (GDR) », a expliqué que « l'austérité n'est pas un passage obligé ». Soit ! Mais pourquoi alors apporter sa caution, sinon à ces mesures, du moins au gouvernement qui les décide ? D'ailleurs, bien malin celui qui saura expliquer où se situe la différence !

Chassaigne poursuit : « Nous sommes conscients de la difficulté de porter ce discours. Notre objectif n'est pas de sortir d'une majorité de gauche, mais de faire des propositions

## • Terra Nova

# Un terrain pas bien nouveau

Quelques jours à peine après le décès subit d'Olivier Ferrand, fondateur de Terra Nova, un organisme chargé de fournir des idées au PS, ce même organisme publiait un rapport intitulé « Investir dans l'avenir. Une politique globale de compétitivité pour la France ».

Ce document est cosigné par le président d'honneur de Renault, Louis Schweitzer, et par Ferrand. Celui-ci venait à 42 ans d'être élu député PS et avait même figuré sur la liste des ministrables, avec derrière lui une carrière déjà notable de « serviteur de l'État ».

Haut fonctionnaire du Trésor, il avait occupé, entre autres postes, celui de conseiller de Lionel Jospin ou encore de Romano Prodi, ancien chef du gouvernement italien et ex-président de la Commission européenne. À la tête de Terra Nova (Terre Nouvelle, en latin), pour laquelle travaillent un millier d'experts, il avait la charge d'aider la direction du PS à habiller de neuf la vieille politique social-démocrate, celle de la gestion loyale du capitalisme.

Ce rapport est « une proposition de pacte économique entre la gauche et le patronat », écrit le quotidien des milieux d'affaires, *Les Échos*. Il commence d'ailleurs par dresser la liste de plusieurs dizaines de grands patrons consultés. Il rappelle aussi que les travaux de Terra Nova se sont déroulés, avant la présidentielle, en présence de dirigeants PS propres à inspirer toute confiance au patronat. En l'occurrence, Laurent Fabius, actuel ministre des Affaires étrangères dont le nom est associé au « tournant de la rigueur » sous Mitterrand, et Michel Sapin, plusieurs fois ministre sous Mitterrand et

Jospin, notamment à l'Économie ou au Budget, et devenu ministre du Travail de Hollande.

Les principaux points que préconisent ceux qui ont inspiré ce rapport sont, selon le quotidien cité, de procéder à « la baisse du coût du travail » et de « remettre d'urgence sur la table » le sujet de « la baisse des charges patronales ». En clair, il s'agit de prendre dans les poches des travailleurs pour remplir celles des employeurs. Les auteurs du rapport plaident aussi « pour des délais raccourcis en matière de plan social » et « pour l'instauration des accords compétitivité-emploi (qui moduleraient de manière plus souple temps de travail, salaires et emploi dans une même entreprise) ». Au programme, donc, une plus grande facilité de suppressions d'emplois pour le patronat et une « flexibilité » accrue au détriment des salariés dans tous les domaines.

Des projets, précisent *Les Échos*, « mis sur la table par le patronat de la métallurgie et défendus par le précédent gouvernement » de droite, que reprend ce rapport en suggérant à l'actuel gouvernement PS de les adopter.

Ce rapport contribue à souligner combien « le changement maintenant » s'apparente à une continuité dans la connivence des politiciens au pouvoir et du patronat contre les travailleurs.

Pierre LAFFITTE

## • Sommet européen

# Les peuples européens appelés au secours des banquiers

Comme tous les sommets européens précédents, censés sortir l'Europe de la crise financière – c'est le 18<sup>e</sup> en trente mois – celui des 28 et 29 juin a été salué par une salve de déclarations enthousiastes, complaisamment reprises par la presse.

Il s'agissait d'abord, dans l'urgence, de venir au secours de l'Espagne et de l'Italie, attaquées par les spéculateurs et contraintes de payer de plus en plus cher pour leurs emprunts.

Les dirigeants européens ont ainsi autorisé le FESF (Fonds européen de stabilité financière) et le MES (Mécanisme européen de stabilité), qui doit lui succéder, à racheter les obligations des États européens. La mesure est destinée à contrer les spéculateurs et à faire baisser les taux d'intérêt. Mais c'est aussi un cadeau pour les banques, qui pourront se débarrasser des obligations qu'elles détiennent avant qu'il ne soit trop tard, avant que leur valeur ne s'effondre. Pour les fonds de secours, et pour les États qui les financent, ce n'est évidemment pas un cadeau, car cela revient à leur transférer les pertes à venir. Et ce sont les contribuables européens qui paieront la note.

Les chefs d'État et de gouvernement réunis à Bruxelles ont aussi accédé à la demande du gouvernement espagnol qui réclamait que les milliards promis par l'Europe pour venir au secours des banques espagnoles en difficulté leur soient directement prêtés, et pas à l'État. La promesse de l'Europe s'étant traduite par

une explosion du montant de sa dette, elle n'avait même fait que stimuler la spéculation.

Les milliards promis seront donc accordés directement aux banques espagnoles. Cette règle sera généralisée: elle s'appliquera désormais à chaque fois à toutes les banques européennes qui appelleront l'Europe au secours.

C'est une bonne nouvelle pour les banques. Jusqu'à présent, et en particulier depuis les débuts de la crise financière en 2008, c'étaient les États qui venaient au secours de leurs banques. Pour cela, ils se sont surendettés, sont devenus la proie des spéculateurs tout en n'ayant plus les moyens de sauver la mise de leurs banques. Désormais, ce sera donc l'Europe, – c'est-à-dire les États européens, qui empruntent pour financer les fonds de secours – qui prendra le relai. En cas de problème, ce ne sera plus chaque État – et ses contribuables – qui paiera, mais les États et les contribuables de l'ensemble de l'Europe.

Pour les contribuables, cela reviendra au même mais, pour les États, cette mutualisation des dettes les soulagera. Autre bonne nouvelle pour les banquiers, les dirigeants des gouvernements européens ont aussi décidé à l'occasion du sauvetage des banques



espagnoles que le Mécanisme européen de solidarité perdrait son statut de créancier prioritaire par rapport aux banques: en cas de défaut de paiement, les pertes seront réparties à égalité entre les États et les banques créancières. « C'est la meilleure nouvelle du sommet pour les investisseurs », titrait un article des *Échos* du 29 juin.

L'annonce des résultats du Sommet s'est traduite par de fortes hausses sur toutes les Bourses mondiales. Mais la crise financière et la crise économique sont loin d'être terminées.

Les mesures décidées au sommet de Bruxelles ne sont

que des déclarations d'intentions. Reste à en définir les modalités d'application... si les 17 États de la zone euro arrivent à s'accorder, et si elles sont appliquées.

Les conditions imposées aux États supposent toutes le respect de leurs engagements en matière de réduction des déficits et d'aggravation des plans d'austérité.

À la fin du sommet de Bruxelles, François Hollande s'est réjoui des progrès de l'Europe en matière de solidarité. Mais c'est de solidarité avec les banques, pas avec les peuples, qu'il s'agit.

Jean-Jacques LAMY

## • Pacte de croissance

# De la poudre aux yeux

Hollande se vante d'avoir convaincu les autres chefs d'État et de gouvernement – y compris Merkel! – d'ajouter au pacte dit de stabilité un pacte de croissance, lors du sommet de Bruxelles des 28 et 29 juin. Doté de 120 milliards d'euros, soit 1% du produit intérieur brut (PIB) de l'Union européenne, il est censé, grâce à des investissements, favoriser la relance de l'activité économique européenne et donc l'emploi.

Que pèseraient ces 120 milliards d'euros face à la profondeur de la crise économique et aux 17 millions de chômeurs de l'Union européenne? C'est

ridicule.

En fait de croissance et d'emploi, ce n'est que de la poudre aux yeux, la promesse de lendemains ou de sur-lendemains économiques qui chantent, pour mieux faire accepter l'austérité d'aujourd'hui, et pour permettre à Hollande de justifier la signature du pacte de stabilité qu'il dénonçait



avant les élections. Les seuls à en bénéficier seront les patrons, petits et grands, sous forme de subventions et de commandes

d'État, et les banquiers dans la mesure où une partie des fonds mobilisés sera empruntée.

J.J.L.

## • Hollande et les patrons

# Où est le vrai pouvoir ?

Hollande n'effraie pas les patrons, on le sait. Mais un article du *Monde* du 29 juin est venu le rappeler. Sous le titre « Ces patrons qui murmurent à l'oreille de François Hollande », évocateur de cette complicité entre le gouvernement et les possédants, le journal relate un déjeuner à l'Élysée, le 11 juin, entre les dirigeants des grands trusts: Saint-Gobain, GDF Suez, Schneider, Atos et Axa, tous issus comme Hollande de la même promotion de l'École nationale d'administration. S'était joint à eux Gerhard Cromme, président des conseils de surveillance de Siemens et de ThyssenKrupp, deux géants de l'industrie allemande. Le tout était organisé par le nouveau secrétaire adjoint de l'Élysée, un ex-associé gérant de la banque Rothschild, inconnu du public mais témoin, comme bien d'autres, de cette porosité entre le monde des affaires et celui de la haute administration.

Ces messieurs ont discuté des réformes à faire pour relever l'économie européenne et française, en évoquant Gerhard Schröder, ex-chancelier socialiste allemand, célèbre pour avoir mis en œuvre, avec son compère Hartz, les mini-jobs à moins de 400 euros, les allocations de chômage de longue durée à 345 euros, le report de l'âge de départ en retraite à 65 ans puis 67 ans en 2017, l'augmentation des cotisations maladie et la baisse des impôts pour les plus riches. Tout ce qui s'est avéré une catastrophe pour les travailleurs et la population pauvre d'Allemagne.

C'était la deuxième rencontre de ce genre, la première ayant eu lieu de façon encore plus discrète avant la présidentielle. De l'avis d'un participant, on se serait cru à un conseil d'administration de Saint-Gobain. L'atmosphère était conviviale. Ces messieurs ont trouvé la discussion « constructive » et perçu une attention louable de la part d'un président « qui écoute et qui prend des notes ». Bref, un bon élève, de l'avis de tous, meilleur que Sarkozy qui parlait sans écouter!

Sylvie MARÉCHAL

### • Logement

# Propriétaires privés contre HLM

L'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI) a déposé une plainte auprès de la Commission européenne pour protester contre la concurrence déloyale, selon elle, que lui font les organismes de HLM.

Sans vergogne, cette association de propriétaires immobiliers prétend œuvrer pour « améliorer la situation du logement en France » et s'insurge contre les locataires indûment installés dans ces logements sociaux auxquels ils n'ont pas droit, vu le niveau de leurs revenus. Cela concernerait près de 400 000 foyers gagnant plus de 4 000 euros par mois dont 53 000 parmi les plus favorisés. Évidemment, si on assène cette information à des locataires smicards qui, de plus, ont le souvenir de quelques scandales comme l'occupation, par des ministres ou de hauts fonctionnaires, de logements aux loyers modestes, cela peut impressionner. Mais deux salaires d'un peu plus de 2 000 euros pour vivre avec une famille en région parisienne par exemple, cela n'a rien du grand luxe. Quant aux 10 % « les plus riches » (?) dénoncés



par l'UNPI, ils ne représentent que 0,3 % du parc HLM.

En réalité, les propriétaires privés engagent une campagne juste au moment où on évoque un éventuel encadrement des loyers du privé. Pourtant les profits des bailleurs entre 2000 et 2010 ont augmenté deux fois plus vite que la moyenne des autres profits. Et les propriétaires qui dénoncent les subventions publiques aux sociétés d'HLM ont eux aussi largement profité des aides au logement, des dégrèvements d'impôts accordés par la loi Scellier par exemple. Au même moment, en 2010, d'après les statistiques

officielles, un locataire du privé sur cinq dépensait plus de 40 % de ses revenus pour le loyer.

Le vrai problème, c'est le manque de logements. Construire les centaines de milliers de logements qui manquent, cela devrait être l'œuvre d'un service public du logement prenant les travaux directement en charge. Cela réglerait définitivement le problème de la « concurrence » entre privé et public, et mettrait fin au « marché » de l'immobilier qui enrichit les promoteurs, les profiteurs en tout genre, et ruine les locataires.

Sylvie MARÉCHAL

### • Voiture électrique

# Pas si propre que cela

La voiture électrique est-elle réellement moins polluante que celle roulant à l'essence ou au diesel ? Une étude commandée par Renault, qui vient appuyer d'autres études réalisées auparavant, montre que cela n'est vrai que sous certaines conditions et en ne prenant pas en compte le cycle de vie complet du véhicule, de la naissance au recyclage.



Il est sûr que lorsque la voiture roule en mode électrique, elle n'émet ni gaz carbonique, un des responsables du réchauffement climatique, ni d'autres gaz et particules fines qui empoisonnent l'air des grandes villes. Cependant, il faut tenir compte de l'origine de l'électricité qui alimente les batteries. Si elle est produite sans combustible fossile, c'est-à-dire à partir du nucléaire ou d'énergies renouvelables, l'impact de la voiture électrique sur l'environnement est faible lorsqu'elle roule. C'est le cas en France, mais pas dans la

plupart des pays où l'électricité est majoritairement produite par des centrales thermiques.

Il faut surtout tenir compte de la fabrication du véhicule électrique, à commencer par celle de la batterie qui nécessite l'emploi de métaux – lithium, cobalt et nickel – dont l'extraction génère des émissions de gaz carbonique bien supérieures à celles produites pour fabriquer un moteur thermique. Selon certaines études, la fabrication de la voiture électrique libérerait 8,8 tonnes de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, contre

5,6 tonnes pour les voitures à essence. Et comme il faut souvent changer de batterie durant la période d'utilisation, le dégagement de CO<sub>2</sub> atteindrait alors 12,5 tonnes.

Bref, quand on nous vante les mérites de la « voiture propre », propagande largement reprise par les médias et les écologistes, on ne prend en compte qu'une étape du cycle de vie du véhicule, celle de son utilisation. Ce n'est pas ce genre de recette qui résoudra le problème du réchauffement climatique !

Marianne LAMIRAL

### • Grande-Bretagne

# Banques criminelles sous perfusion étatique

Depuis quinze jours les quatre premières banques britanniques sont au centre d'une série de scandales. Le dernier, et de loin le plus important, concerne (pour l'instant) la Barclay's, numéro 3 de la bande, dont les trois principaux dirigeants ont déjà été contraints à la démission par les principaux actionnaires de la banque.



C'est une enquête du quotidien américain *Wall Street Journal* relevant des irrégularités dans le calcul du taux d'intérêt que les banques pratiquent entre elles (le Libor) qui a tout déclenché.

L'enquête a donc abouti à une amende de 365 millions de dollars infligée à la Barclay's. Mais d'autres banques suivraient, dont les deux plus grandes banques anglaises (HSBC et RBS), l'américaine CitiGroup, l'allemande Deutsche Bank, la suisse UBS, et peut-être bien d'autres.

Entre 2005 et 2008, toutes auraient pesé, plus ou moins collectivement, sur les taux du Libor en fournissant de fausses déclarations – profitant ensuite de l'effet obtenu pour se remplir les poches. Puis, après l'effondrement de Lehman Brothers, certaines, dont la Barclay's, auraient fait de fausses déclarations pour faire croire qu'elles étaient en meilleure santé qu'elles n'étaient réellement, faussant les taux du Libor et accentuant d'autant la folie qui régnait sur les marchés.

Cette nouvelle preuve de l'irresponsabilité des géants de la banque a d'autant plus choqué en Grande-Bretagne qu'elle survient après bien d'autres, la précédente étant la gigantesque panne du système informatique de la banque RBS qui a privé ses 13 millions de clients d'accès à leurs comptes pendant plus d'une semaine.

Mais surtout ce nouveau scandale intervient moins de quinze jours après l'annonce, le 14 juin, par un gouvernement britannique dont le Premier ministre avait, peu auparavant, traité les chômeurs de quasi

délinquants en puissance, d'un plan prétendument destiné à encourager les banques à augmenter leurs prêts à l'économie et aider à la création d'emplois. En réalité, bien sûr, il ne s'agissait que d'un nouveau train d'aides publiques au système bancaire – un de plus.

Ainsi les banques se sont-elles vu offrir 180 milliards d'euros de prêts à 0,75 % (les taux payés par les consommateurs variant de 5 % dans l'immobilier jusqu'à 10-20 % sur les paiements à crédit par carte bancaire), suivis d'une nouvelle injection de 75 milliards d'euros d'argent frais.

Mais, bien sûr, il n'est pas question d'obliger les banques à augmenter leurs prêts, ni à baisser leurs taux d'intérêts prohibitifs, pas plus qu'il n'est d'ailleurs question de contraindre les grandes entreprises à investir.

Alors que le gouverneur de la Banque d'Angleterre justifie ce plan en disant que les banques comme le reste de l'économie manquent de liquidités, les chiffres de la Banque montrent que les grandes entreprises non financières disposent de liquidités d'un montant total de 300 milliards d'euros, tandis que celles du secteur financier (essentiellement les banques) disposent du double.

En revanche, on peut être sûr que le gouvernement Cameron va bientôt « découvrir » un trou « plus important que prévu » dans sa caisse, dont il se servira pour justifier de nouvelles réductions dans les budgets sociaux et les emplois publics. Mais à force d'attiser la colère, elle finit toujours par exploser.

François ROULEAU

• États-Unis

Le décret d'Obama sur l'immigration

Manœuvre électorale

L'article qui suit est la traduction d'un texte paru dans The Spark, le bimensuel de l'organisation trotskyste américaine du même nom.

Vendredi 15 juin, Obama a annoncé que son administration arrêterait d'expulser les jeunes immigrants entrés illégalement aux États-Unis avant l'âge de 16 ans, s'ils remplissaient certaines conditions. La façon dont Obama a présenté son décret est bien significative : « Il ne s'agit pas d'une amnistie. Il ne s'agit pas d'une immunité. Il ne s'agit pas d'une voie vers la citoyenneté. Il ne s'agit pas d'une combine permanente. C'est simplement une mesure transitoire. » Ce n'est même pas cela. C'est juste la poursuite de la même politique.

Le bilan d'Obama sur l'immigration est éloquent : depuis 2009 la moyenne annuelle des expulsions a bondi, tournant autour de 400 000 par an. Cela représente 30 % de plus que pendant le dernier mandat de Bush.

Obama a consacré plus d'argent au contrôle de la frontière sud : une rallonge de 600 millions de dollars, pour payer mille agents supplémentaires, 160 inspecteurs des douanes et de l'immigration de plus, trente officiers affectés à des ports, vingt équipes cynophiles supplémentaires, deux drones et 1 200 militaires de la Garde nationale pour surveiller la frontière.

Est-ce cela qu'on attend d'un président favorable aux immigrés ? Si Obama tire le moindre crédit du fait d'avoir pris ce décret, ce sera parce que les Républicains ont fait des discours violemment anti-immigrés.

Ne nous y trompons pas : ce nouveau décret ne témoigne guère d'une volonté d'aider les jeunes immigrés, mais bien plutôt de gagner les élections.

• Italie

La réforme du droit du travail Les patrons pourront licencier comme ils veulent

« Le travail n'est pas un droit », a déclaré le ministre du Travail Elsa Fornero lorsque, le 28 juin, le Parlement italien a adopté définitivement la nouvelle législation du travail proposée par le gouvernement Monti. Sa déclaration a fait scandale et elle a dû se corriger, mais son tort n'est que d'avoir affiché trop clairement le but de la réforme, ou plutôt des contre-réformes que Monti, depuis qu'il a succédé à Berlusconi en décembre dernier, mène tambour battant.

Après l'augmentation de l'âge de la retraite, il fallait paraît-il en finir avec le fameux article 18 du Statut des travailleurs adopté en 1970, interdisant les licenciements sans « juste cause » et obligeant les employeurs, en l'absence de celle-ci, à réintégrer le travailleur licencié.

C'est donc chose faite : l'article 18 subsiste, mais il a été pratiquement vidé de son contenu. Seule reste la notion de licenciement « discriminatoire », qui pourrait donner lieu à réintégration à condition de le faire reconnaître comme tel par un tribunal. En compensation, si

l'on peut dire, l'indemnisation du chômage, très limitée, sera un peu revue à la hausse.

Peu gêné, le gouvernement a présenté sa réforme comme devant mettre fin à une injustice, celle permettant la protection des travailleurs en contrat à durée indéterminée contre le licenciement, alors que les travailleurs en contrat précaire, dont le nombre a explosé, n'en ont aucune. Cette prétendue justice consiste donc en ce que désormais ce sont tous les travailleurs que le patronat pourra licencier sans difficulté !

Tout cela fait suite à des mois

d'une campagne selon laquelle la crise de l'économie s'expliquerait par le manque de flexibilité de la main-d'œuvre, la trop grande protection des travailleurs contre le licenciement, qui arrêterait les investisseurs. Le mensonge est énorme. Le patronat italien a d'ailleurs su contourner l'article 18 en multipliant à l'infini les formes de contrats précaires. Cela va de l'interim aux prétendues « coopératives » et au travailleur individuel considéré comme entreprise indépendante et devant se charger lui-même, s'il y tient, de payer des cotisations sociales et la TVA ; sans parler du travail noir largement pratiqué, notamment au Sud, et souvent contrôlé par la Mafia.

Peu importe que, lors d'un sondage auprès des patrons allemands sur ce qui pourrait les décourager d'investir en Italie, aucun n'ait invoqué la difficulté de licencier, mais plutôt la corruption, la Mafia, les problèmes

administratifs. Le mensonge éhonté des médias, du gouvernement, des principaux partis obéit simplement au désir des patrons italiens de pouvoir licencier quand et comme ils veulent et de pouvoir soumettre leur main-d'œuvre à tous les chantages. On parle d'ailleurs maintenant de rendre les travailleurs du public aussi facilement licenciables que ceux du privé, toujours bien sûr sous prétexte de justice.

Le chantage permis par la crise de la dette, le soutien des principaux partis, la collaboration des directions syndicales, ont permis à Monti de faire passer les volontés du capital pour l'intérêt général. Mais le seul résultat de ces mesures, s'ajoutant à des plans d'austérité successifs censés préparer pour plus tard le retour de la croissance, est d'enfoncer le pays dans la pauvreté et la précarité généralisée.

André FRYS

• Espagne

Mineurs des Asturies

Leurs luttes sont celles de tous

Aux Asturies, la lutte des mineurs pour la défense de leur emploi se poursuit. Les occupations de mines, les manifestations, les barrages de routes et de voies de chemin de fer, les rassemblements dans les villes continuent. Et lorsque la police choisit l'affrontement, les mineurs ripostent fermement, avec l'appui des jeunes, d'autres travailleurs et le soutien de toutes les organisations syndicales.

La « marche noire » des mineurs qui arriveront à pied à Madrid le 11 juillet suscite des mouvements de solidarité. Nombreux sont les travailleurs de secteurs différents qui ressentent la réaction des mineurs aux attaques du gouvernement et du patronat comme un combat qui concerne les classes populaires, et partout frappées par le chômage.

Et puis, pour de nombreuses familles ouvrières, il y a le souvenir des luttes passées des mineurs du charbon de cette région, qui ont bravé à différentes périodes des gouvernements réactionnaires et un patronat agressif.

L'insurrection d'Octobre 1934, aux Asturies, a été déclenchée par les mineurs soulevés contre la présence de ministres



El País

d'extrême droite dans le gouvernement républicain d'alors. Aux cris de « Unissez-vous, frères prolétariens », ils mirent sur pied une véritable Commune ouvrière révolutionnaire. Les Alliances ouvrières, qui comprenaient des militants anarchistes, socialistes, communistes et des syndicalistes, affirmèrent leur volonté d'en finir avec l'exploitation capitaliste et d'organiser une société communiste. Le patronat, les possédants, l'armée ont alors organisé une répression impitoyable, faisant intervenir la troupe, avec Franco à sa tête. Ils massacrèrent des milliers de mineurs et en emprisonnèrent des milliers d'autres. Cette lutte marque encore aujourd'hui les

consciencés. Vingt-huit ans après, en 1962, en pleine dictature franquiste, une nouvelle grève des mineurs témoigna du réveil du mouvement ouvrier. Contre les grévistes qui refusaient la dictature, l'exploitation impitoyable qu'ils subissaient et qui réclamaient une augmentation de leurs salaires, la réponse du régime fut encore d'une extrême violence. Mais les mineurs des Asturies et avec eux toute la population ouvrière de cette région avaient fait la démonstration qu'il était possible d'agir. La voie était ouverte pour d'autres luttes. Pas seulement aux Asturies, mais dans tout le pays.

Vingt-cinq ans plus tard, les mineurs des Asturies, leurs familles, leurs enfants choisirent à nouveau de ne pas se laisser faire quand, en 1987, les socialistes qui étaient depuis cinq ans au pouvoir décidèrent d'entreprendre la fermeture des puits. Par des grèves et des luttes, ils obtinrent une reconversion à des conditions qu'ils estimèrent acceptables.

Alors, quand les mineurs et les travailleurs de cette région se dressent aujourd'hui pour refuser de payer la crise, pour ne pas accepter le chômage et la misère, des centaines de milliers de travailleurs dans le pays peuvent reprendre espoir.

Henriette MAUTEY

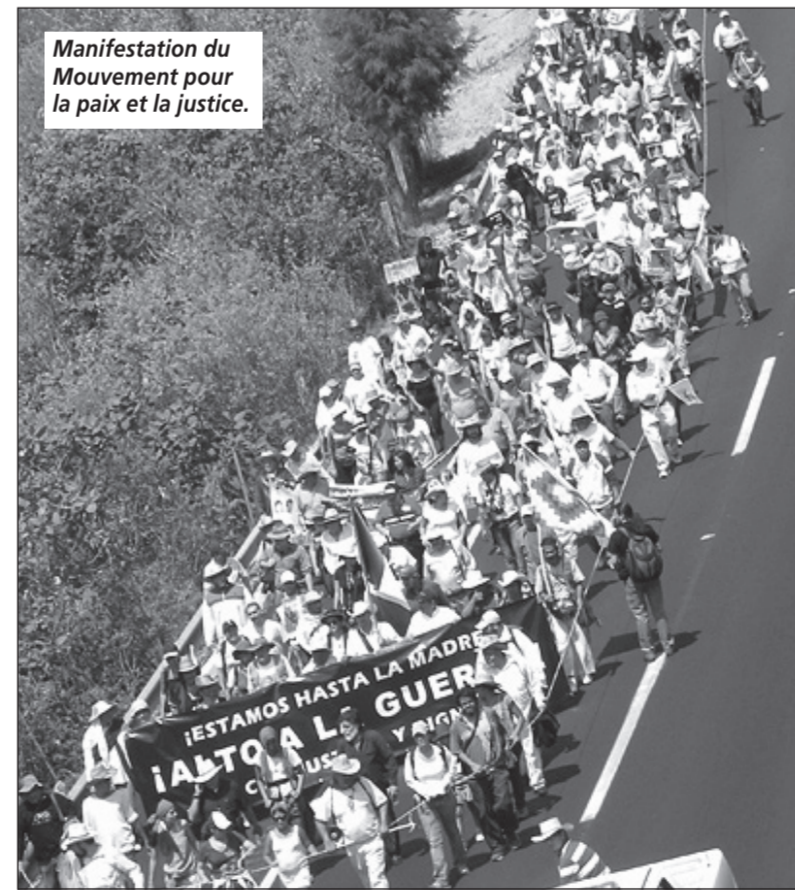
• Mexique

Élection présidentielle Le Parti révolutionnaire institutionnel revient au pouvoir

Le 1<sup>er</sup> juillet, plus de 79 millions d'électeurs mexicains élisaient le président de la République, mais aussi 500 députés, 128 sénateurs, six gouverneurs et le maire de Mexico. C'est le candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), Enrique Peña Nieto, qui l'a emporté avec 38 % des suffrages, contre 31 % à son rival de centre-gauche, Andres Manuel Lopez Obrador du Parti de la révolution démocratique (PRD). Josefina Vazquez Mota, la candidate du Parti d'action nationale (PAN), le parti de droite qui présidait le pays depuis douze ans, est largement battue.

Le retour du PRI à la tête du pays peut surprendre. De 1929 à 2000 ce parti, qui a longtemps maintenu de vagues références à la révolution mexicaine de 1910-1917, avait régné sans partage, pendant soixante et onze ans, nationalisant les compagnies pétrolières dans les années 1930 avec le président Cardenas, mais ses successeurs des années quatre-vingt-dix privatisèrent à tout va. Il était marqué par l'autoritarisme, la corruption et le clientélisme.

Le président élu prétend incarner un « nouveau » PRI soucieux du respect des règles démocratiques. Son élection a été largement préparée par la reconquête, lors des élections de 2009, de 20 régions sur 31, représentant autant de tremplins pour mobiliser les électeurs à la



Manifestation du Mouvement pour la paix et la justice.

présidentielle. Le nouveau président a aussi été bien servi par les médias. Le quotidien britannique The Guardian a dénoncé par exemple l'existence d'un contrat secret entre le groupe Televisa et le candidat du PRI pour promouvoir son image et dénaturer son adversaire. Ce traitement privilégié a fini par déclencher un mouvement de révolte des étudiants de Mexico mobilisés contre le retour du PRI et réunissant 150 000 manifestants sur la place principale de Mexico.



«Un nouveau PRI plus près de toi»

La dégradation économique et sociale est l'une des sources du rejet du PAN et du retour du PRI. Près de la moitié des Mexicains vivent avec moins de deux dollars par jour. Si le lancement en 1994 de l'accord de libre-échange avec les États-Unis et le Canada a contribué à la prospérité des classes riches, dont Carlos Slim qui a fait fortune dans la téléphonie mobile et passe pour l'homme le plus riche du monde, il a surtout lié l'économie mexicaine à celle des États-Unis. La récession américaine de 2008-2009 a donc

frappé le pays de plein fouet, faisant chuter la croissance et augmenter le chômage.

L'autre plaie du Mexique est le poids des cartels de la drogue et l'insécurité qu'ils génèrent. Le changement d'équipe dirigeante en 2000 avait mis fin au statu quo existant entre le PRI et les cartels. L'option prise par le PAN, suggérée par les États-Unis, a consisté à tenter de réduire l'influence des gangs par la répression armée. Le bilan est négatif. Non seulement les cartels ont étendu leur influence mais, à leurs actes de barbarie, sont venus s'ajouter les exactions de la police et de l'armée, tout aussi capables de déclencher des feux nourris en présence de civils innocents. Une partie de l'opinion renvoie maintenant dos à dos mafieux et militaires. L'an dernier, le meurtre du fils d'un poète a conduit son père à lancer un Mouvement pour la paix et la justice, qui tente de mobiliser la population contre cette guerre civile larvée ayant tué ces six dernières années 60 000 personnes.

Pour sortir le pays de la crise économique, les principaux candidats de la présidentielle ont proposé de s'attaquer au droit du travail pour faciliter les licenciements, d'alléger la fiscalité pour les possédants et d'entamer le démantèlement de Pemex, l'entreprise d'État du secteur pétrolier, toutes mesures qui devraient être mises en œuvre par le PRI et qui contribueront à creuser encore l'écart entre les riches et les pauvres.

Quant au problème de l'insécurité, si de vagues promesses de réduire la corruption de la police ont été faites, le nouveau président devrait poursuivre pour l'essentiel la politique du PAN. Qu'une partie des cadres dirigeants du PAN aient rejoint le PRI constitue à cet égard un indice. C'est dire que rien de sérieux ne sera fait pour s'attaquer aux problèmes de la société mexicaine.

Jacques FONTENOY

• Mali

Violences contre les populations



Les islamistes s'attaquent à une mosquée ancienne à Tombouctou.

Depuis le coup d'État militaire qui, le 22 mars dernier, a renversé le président malien Amadou Toumani Touré, dit ATT, la moitié nord du pays est devenue le terrain d'affrontements entre groupes armés se réclamant, qui de la population touareg, qui du djihad islamique.

La population des régions ravagées par cette guerre de clans a déjà dû fuir, par dizaines de milliers, notamment vers les pays voisins, Mauritanie, Burkina Faso et Niger. Les habitants qui restent dans les villes principales, Tombouctou, Gao, Kidal et dans les villages du nord sont soumis aux exactions des groupes armés, tantôt alliés, tantôt concurrents pour la domination de cet immense territoire. Il s'agit du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), qui revendique l'indépendance d'une zone considérée comme touareg, ou encore de groupes se réclamant d'Al-Qaïda ou autres variantes de l'intégrisme islamique. Bref, des hommes armés jusqu'aux dents, dont certains démobilisés de Libye après la chute de Khadafi, terrorisent la population : meurtres, viols, pillages, racket. À Gao, des mines anti-personnel auraient été installées sous prétexte de défendre la ville contre les intrusions, mais qui en réalité empêchent la population de fuir.

Dans le dernier numéro du mensuel Le Pouvoir aux Travailleurs, édité par nos camarades de l'UATCI, l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes, on peut lire ces lignes concernant la manière dont « les groupes armés islamistes imposent la charia dans les villes conquises du Nord-Mali » :

« Les groupes armés islamistes se réclamant d'Ansar Eddine ont fait main basse sur la ville de Tombouctou après la débandade de l'armée malienne. Ils y ont instauré la charia. Tout dernièrement, ils ont condamné à cent coups de fouet un couple dont le seul tort est d'avoir conçu un enfant hors mariage. [...] Ils ont décidé de

procéder à ce châtimement corporel sur la place publique et ont tenu à déclarer qu'ils ne s'arrêteront pas là. Six autres femmes ayant commis la même « faute » subiront la même punition.

Quelques jours auparavant, à Bourem, ce sont des fumeurs qui ont été fouettés par les militaires islamistes. Ces derniers ont confisqué des cartons de cigarettes et les ont brûlés. Au mois de mai dernier, c'était dans la ville de Gao qu'ils avaient sévi en voulant interdire aux jeunes de jouer au football ou de regarder la télévision. Mais là ils sont tombés sur des jeunes qui n'étaient pas prêts à se soumettre à leur diktat sans rien dire. Il y a eu des bagarres et des manifestations de rue soutenues par une partie non négligeable de la population. [...] Jusqu'au principal hôpital et aux petits centres de santé, tout a été pillé par ces bandits se réclamant d'Allah. »

L'accent a récemment été mis sur la destruction de monuments historiques à Tombouctou par un des groupes islamistes contrôlant la ville. Un argument supplémentaire, sans doute, pour les dirigeants maliens et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, très influencée par les grandes puissances ex-colonisatrices, dont en premier lieu la France, pour en appeler à un engagement militaire de ces dernières.

À ce propos, nos camarades de l'UATCI rappellent que « les dirigeants impérialistes, lorsqu'ils décident d'envoyer leurs troupes pour intervenir en Afrique ou ailleurs, que ce soit sous le couvert de l'ONU ou directement sous prétexte de venir au secours de populations, c'est d'abord pour rétablir l'ordre impérialiste », et jamais pour le bien des populations.



• **Le 5 juillet 1962**

## L'indépendance pour l'Algérie mais pas l'émancipation sociale des travailleurs

**Le 5 juillet 1962, le peuple algérien obtenait le droit, arraché de haute lutte, à son indépendance politique. Cette indépendance mettait fin à plus de 130 années de colonisation française.**

Elle fut obtenue au terme de huit ans d'une guerre féroce contre le pouvoir colonial: 500 000 morts, un million de personnes internées dans les camps, des régions dévastées par la guerre, des villages bombardés, rasés, des populations déportées ou massacrées, torturées ou exécutées sommairement par l'armée française. En Algérie comme dans la quasi-totalité des pays colonisés, les peuples s'étaient soulevés contre la tutelle coloniale et, les uns après les autres, ils avaient réussi à arracher leur indépendance politique. La France ne fut pas à l'écart de cette tempête.

Ce 5 juillet, toutes les grandes villes algériennes connurent des scènes de liesse. La population algérienne avait de quoi se réjouir de cette victoire. Leur combat victorieux montrait que, lorsque les exploités sont déterminés à rejeter leur oppression, les oppresseurs n'y peuvent plus rien. Les Algériens n'étaient plus des étrangers dans leur propre pays. L'indépendance politique était enfin arrachée, mais la lutte

pour l'émancipation sociale restait à mener.

### Le maintien de la dépendance économique au profit de l'impérialisme français

L'Algérie, marquée par un siècle et demi d'exploitation coloniale, restait cependant dépendante économiquement de l'impérialisme français. Les accords d'Évian, signés le 18 mars 1962, consacraient cette dépendance, en particulier dans le domaine des industries minières, du pétrole, du gaz, qui restaient sous contrôle français. Si, au moment de la signature des accords, les dirigeants du FLN, le Front de libération nationale, avaient tenté de refuser la sécession du Sahara que demandait de Gaulle, ils n'avaient pu empêcher que la France garde la main sur l'exploitation des ressources minières et pétrolières du désert saharien. Un an après l'indépendance, les entreprises pétrolières françaises empochaient quatre fois plus de bénéfices que l'Algérie. Quant aux banques françaises, elles firent des prêts au nouvel État algérien, à des taux usuraires, qui entraînèrent une dépendance financière. Et il y eut toutes les contreparties imposées par la France: quotas de produits français que le nouvel État s'engageait à acheter,

en particulier de produits alimentaires; quotas de pétrole et de gaz que l'Algérie devait fournir à la France à des tarifs préférentiels. Comme chaque pays colonial, l'Algérie avait des difficultés à se dégager de l'emprise économique du pays colonisateur.

### La politique du FLN: l'impasse du nationalisme

Les dirigeants du FLN, sous la direction duquel le peuple algérien mena la lutte, tentèrent de résister à cette mainmise. En vain, car le FLN ne s'était pas battu pour bouleverser l'ordre social en Algérie et libérer les classes exploitées algériennes de l'exploitation sociale. Par ses perspectives, par son programme, le FLN était, de fait, le représentant des intérêts de la bourgeoisie algérienne, dont les affaires se faisaient avec le monde impérialiste.

En 1954, on lisait dans la proclamation du FLN: «*Notre mouvement se présente sous l'étiquette de Front de libération nationale, (...) offrant la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens, de s'intégrer dans la lutte de libération sans aucune autre considération.*» Dès le début, sous couvert de rassembler toutes les forces contre l'impérialisme français, le FLN demandait aux travailleurs et aux paysans pauvres d'Algérie d'oublier leurs intérêts propres. Et s'il parlait parfois de socialisme, il ne refusait pas de s'appuyer sur les préjugés religieux pour souder la population derrière lui.

Durant toute cette guerre d'indépendance, le FLN se plaça hors du contrôle de la population qu'il disait représenter, se méfiant toujours de l'organisation autonome des

masses exploitées. Il y eut certes des manifestations importantes de la population, comme celles de décembre 1960, qui furent surtout l'occasion pour les dirigeants nationalistes de montrer que la population algérienne était derrière eux.

Dans la perspective d'un État algérien indépendant, les dirigeants du FLN construisirent très tôt l'embryon du futur appareil d'État, à savoir une «*armée des frontières*». Cette armée, stationnée en Tunisie, devait devenir l'ossature du futur État algérien et servir, en cas de besoin, y compris contre la population algérienne elle-même. C'est dans ses rangs que furent intégrés les combattants de l'intérieur. Après une guerre des chefs, Ben Bella, un des dirigeants historiques du FLN, devint le président du Conseil de l'Algérie indépendante en septembre 1962. Il fut ensuite, en 1963, le premier président élu de la République algérienne.

Le régime mis en place, issu d'un soulèvement révolutionnaire qui avait mobilisé des millions d'hommes et de femmes, réussit à maintenir un temps sa popularité auprès des paysans, des ouvriers, qui voyaient dans l'indépendance l'espoir de vivre mieux. Un certain nombre de mesures furent prises, dont une réforme agraire et la nationalisation d'un important secteur de l'économie. Cela permit au

nouveau pouvoir de maintenir le mirage d'un «*socialisme*» arabe. Mais les masses algériennes durent vite déchanter.

### L'absence d'une direction communiste révolutionnaire

Le peuple algérien avait obtenu l'indépendance, mais il n'obtint pas au bout du compte la liberté, et encore moins son émancipation sociale. Pourtant, il constituait une force, qui aurait été d'autant plus puissante si elle s'était alliée à la classe ouvrière française. De part et d'autre de la Méditerranée, les travailleurs algériens et français étaient liés depuis des décennies par mille liens, pour avoir souvent travaillé dans les mêmes usines et s'être retrouvés côte à côte dans les mêmes combats. Mais les travailleurs français avaient laissé parler en leur nom les dirigeants socialistes, ceux-là mêmes qui généralisèrent la guerre d'Algérie, tandis que les travailleurs algériens de leur côté restaient derrière une direction nationaliste. Il aurait fallu qu'existent, de part et d'autres, des partis qui proposent aux travailleurs des deux pays d'intervenir avec une politique de classe, les unifiant en une même force, afin d'offrir une perspective d'émancipation sociale et internationale.

Aline RETESSE



### La LUTTE DE CLASSE n° 145 est parue

- «*État PS*»? Surtout huissier du grand capital financier
- Crise de la dette: les problèmes de la bourgeoisie... et ceux des travailleurs
- Le Front de gauche: une nouvelle version des illusions électoralistes
- Trois ans après sa fondation, où en est le NPA?
- Syrie: la population prise au piège entre les calculs des grandes puissances et la menace de guerre civile
- États-Unis: la situation politique et sociale au printemps 2012
- Annexes: Lutte Ouvrière dans les élections législatives. Textes et documents.

Prix: 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,60 euro



### • General Motors – Strasbourg

# Manifestation contre la mise en vente de l'usine



Samedi 30 juin, plus de 700 personnes ont manifesté dans les rues de Strasbourg contre la mise en vente, par General Motors, de l'usine. Le cortège comptait un peu plus de 500 salariés de GM venus avec leurs amis et leur famille. Des travailleurs d'autres usines particulièrement menacées s'étaient joints à la manifestation, Stracel qui devrait fermer fin août, mais aussi Lohr qui prévoit un plan de licenciement de 200 salariés d'ici la fin de l'année. Des délégations de Peugeot Mulhouse et Aulnay étaient également présentes.

Cette manifestation a été décidée lors des assemblées générales du personnel qui se sont tenues le 12 juin et ont réuni 760 salariés, toutes catégories confondues sur les 990 que compte le site.

Dans son intervention, le responsable du syndicat CGT a rappelé les quatre revendications votées par les salariés dans les assemblées générales, dont la garantie des emplois et des salaires pour tout le monde, l'investissement de 250 millions d'euros promis en 2010 pour une nouvelle production à Strasbourg.

General Motors Company

est un trust qui a fait 7,6 milliards de dollars de bénéfices en 2011 et l'usine de Strasbourg 100 millions d'euros de bénéfices nets cumulés en 2010 et 2011. Il y a donc largement de quoi maintenir les emplois des 990 salariés de l'usine. Depuis deux mois la production a augmenté, passant de 850 à 1 200 boîtes de vitesse par jour, avec toujours moins d'effectif alors que des services ont été mis en chômage technique. Chômage technique pour lequel GM a reçu 4,5 millions d'euros des fonds publics.

La prise de parole du responsable du syndicat CGT de

PSA d'Aulnay-sous-Bois a été chaleureusement applaudie. Après avoir rappelé la politique de Peugeot qui ferme des usines d'un côté en imposant des charges de travail de plus en plus lourdes dans les autres, il a martelé qu'il faudrait imposer au patronat la répartition du travail entre tous sans perte de salaire. Le gouvernement qui détient tous les pouvoirs aurait les moyens d'imposer cela à ces patrons riches à milliards comme la famille Peugeot.

Les représentants du Parti socialiste présents, le maire de Strasbourg et la députée européenne Catherine Trautmann, ainsi que le président de la Communauté Urbaine de Strasbourg ont un peu froncé le sourcil à ce moment-là.

La manifestation a regonflé le moral des participants et les syndicats ont appelé à une heure de débrayage jeudi 5 juillet pour envisager la suite des actions à mener.

Correspondant LO

### • Sodimédical Plancy (Aube)

# Carte blanche à la direction pour fermer l'usine

Le mardi 3 juillet, comme c'était prévisible, la Cour de cassation a cassé l'arrêt pris par la cour d'appel de Reims, le 14 mars 2011, qui avait refusé d'autoriser Lohmann & Rauscher à liquider l'usine de Plancy et à licencier tout le personnel. D'abord parce que L&R refusait de mettre en place un plan social et qu'ensuite, oser invoquer un motif économique pour 54 salariés sur les 3 000 du groupe, cela ne paraissait pas justifié. C'est désormais possible.

Sodimédical peut donc maintenant réclamer à nouveau sa liquidation judiciaire pour motif économique et L&R fermer une de ses usines, sans mettre un sou pour financer un plan dit de sauvegarde de l'emploi.

Manifestement, le groupe L&R a la loi pour lui, contrairement aux salariés qui demandent en vain depuis neuf mois le paiement de leurs salaires puisque, l'usine n'étant pas liquidée, ils ne sont pas licenciés.

C'est d'ailleurs également pour ce motif que tous les salariés de Sodimédical se sont rendus en car à Paris, mercredi 27 juin, pour rencontrer, non pas Arnaud Montebourg lui-même, mais un de ses cinq conseillers.

Un conseiller de Michel Sapin, ministre du Travail, d'Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, et deux représentants du ministère du Travail ont reçu la délégation du CE de Sodimédical. L'entretien a duré une heure. Les représentants du gouvernement sont débordés : le conseiller

de Montebourg a ouvert son armoire, déjà remplie des dossiers des entreprises qui l'ont sollicité. Et ils sont cinq dans la même situation.

La seule réponse concrète a été la promesse de nommer un médiateur d'ici la fin de la semaine, proposition acceptée par Lohmann & Rauscher. Le préfet de l'Aube devrait aussi contacter EDF pour que le courant ne soit pas coupé dans l'usine afin que la «salle blanche» continue d'être aérée en permanence. Mais rien d'autre de concret. Si ce n'est la mise en place d'une cellule qui aidera chacun des salariés de Plancy dans leurs démarches. Quant à la question concernant le versement d'urgence des salaires, il a été répondu que cela dépend du Conseil général de l'Aube. Sauf que celui de l'Aube refuse toute aide et n'a cessé de dénigrer le mouvement.

Chacun attend maintenant la décision de la cour d'appel de Reims qui, le 11 juillet, devrait obliger L&R à payer les salaires dus.

Correspondant LO

### • Presse

# Hersant, le récidiviste des plans de licenciements

Les salariés du groupe Hersant Média qui éditent les quotidiens *L'Union*, *L'Ardennais*, *L'Aisne Nouvelle*, *Libération Champagne*, *l'Est Éclair* et la régie publicitaire *CAP Régies* sont confrontés à un plan de licenciements de 230 personnes sur les 650 que compte le groupe. Depuis plusieurs semaines, les actions et les journées de grève se succèdent dans l'entreprise, notamment à Reims où l'imprimerie est implantée.

Selon la direction, ce plan de licenciements serait dû à un important endettement suite au rachat de différents journaux dans le sud du pays notamment *La Provence* et *Nice matin*. De ce fait, le groupe serait paraître dans une situation difficile. L'hiver dernier, Hersant avait

liquidé le groupe Hebdoprint Comareg qui faisait paraître le journal de petites annonces *Paru Vendu*, précipitant 2 600 salariés vers le chômage. Et cela, personne ne l'a oublié.

Au cours des dernières semaines, il était question de faire

venir un nouvel actionnaire : le belge Rossel qui édite le journal *Le Soir*. Seulement, pour rentrer dans l'affaire, Rossel demandait que 230 emplois soient supprimés. Les emplois menacés concernaient essentiellement les salariés qui travaillent à la production, mais pas seulement. Certains services administratifs, comme la vente et les abonnements devaient aussi être touchés, ainsi qu'une trentaine de journalistes.

Hersant et son complice Rossel exigeaient que les organisations syndicales approuvent

le plan de licenciements. En cas de refus Hersant menaçait de placer les entreprises du groupe en redressement judiciaire et Rossel de se retirer. Devant le refus de la CGT d'accepter le plan tel qu'il a été présenté, Rossel a retiré son offre jeudi 29 juin, ce qui a fait dire à Hersant que le syndicat était responsable de la situation. C'est seulement pour écrire ce genre d'âneries que ce conflit social a été abordé dans les colonnes des titres qu'Hersant possède, ce qui en dit long sur le contrôle qu'exerce ce grand bourgeois

sur le contenu de ses journaux et de l'indépendance dont les médias nous rebattent les oreilles.

Les salariés du groupe Hersant Média ne veulent pas des licenciements. Ils ont appelé à la grève le mercredi 4 juillet avec l'ensemble des travailleurs de la branche. Le lendemain un rassemblement doit être organisé à l'imprimerie de Reims. Sur leur agenda, ils ont aussi prévu de se faire entendre le 8 juillet, lors de la venue de Hollande à Reims.

Correspondant LO

## • Gaz, électricité

# Aucune hausse ne doit avoir lieu

**La forte hausse du gaz d'abord annoncée a été, semble-t-il, remise à plus tard. En revanche pour l'électricité, elle est maintenue à 2 %.**

En ce qui concerne le gaz, le gouvernement précédent de Sarkozy avait déjà reporté une hausse prévue en octobre dernier. Il s'agissait alors de ne pas mécontenter les électeurs.

C'est un raisonnement similaire qui prévaut avec le nouveau gouvernement socialiste. Le ministre de l'Économie, Moscovici, a annoncé que la décision définitive serait prise « dans les jours qui viennent » et qu'à cause du « déficit du pouvoir d'achat, je crois qu'il ne faut pas frapper trop les couches populaires et les couches moyennes ». Fort bien, on verra ce qu'il en sera dans quelques jours.

Le PDG de Gaz de France Suez avait déjà protesté et réclamé l'avis du Conseil d'État, dans l'espoir d'annuler le gel

des tarifs. Il prétend que son groupe, qui ne demande qu'à répercuter les hausses imposées par les fournisseurs étrangers, ne gagne pas d'argent dans la distribution de gaz.

Il peut sembler curieux et tout à fait inhabituel que deux gouvernements successifs, l'un de droite et l'autre de gauche, modèrent les appétits d'un des trusts principaux du pays. Mais après tout l'attente demandée à GDF Suez n'est rien en comparaison de tout ce que l'État lui a accordé précédemment.

Car tout de même c'est bien l'État qui a accepté de brader Gaz de France au groupe Suez et c'est ce même État qui, auparavant, avait accepté de lui céder pour pas grand-chose les centrales hydroélectriques sur le Rhône, permettant ainsi

à Suez de devenir producteur d'électricité sur le territoire français. C'est dire qu'aujourd'hui le gouvernement ne demande qu'un petit geste en contrepartie de gros cadeaux.

Pour le moment GDF Suez, qui par ailleurs croule sous les bénéfices, va peut-être devoir attendre. Et encore ce n'est pas certain.

En ce qui concerne l'électricité, on nous présente la hausse de 2 % comme la résultante de deux facteurs. D'une part l'augmentation du coût de l'acheminement de l'électricité, imposé par sa filiale ERDF, et d'autre part la hausse de la CSPE, contribution au service public de l'électricité, baptisée ainsi parce qu'à l'origine elle servait de péréquation en faveur de régions mal desservies (la Corse par exemple). Mais aujourd'hui cette CSPE sert de fourre-tout où l'on trouve



nombre de dépenses, dont les rachats à des fournisseurs en électricité photovoltaïque et éolienne.

Hausse du gaz en discussion ou hausse de l'électricité

maintenue: de toute façon elles sont injustifiées au regard de la baisse de pouvoir d'achat d'une partie importante de la population.

André VICTOR

## • Un patron parmi d'autres

# Ça plane pour les chasseurs de primes

**Le Skylander, en anglais le « tout-terrain du ciel », est un projet d'avion qu'on n'ose dire low cost, bien qu'il se présente comme tel, tant il a coûté de fonds publics.**

Avant même que ne décolle le Skylander, s'il décolle un jour, le patron de la société

Geci, qui est censée produire ce petit avion tout-terrain de transport de treize passagers ou de fret destiné aux pays pauvres, a écumé le ciel des subventions publiques en tout genre.

« Trois avances remboursables de la région (Lorraine) de 9, 7 et 5 millions d'euros;

une prime au titre de l'aménagement du territoire de 2,5 millions; une avance remboursable de 7,4 millions; un crédit d'impôt de recherche de 11 millions », a énuméré un expert en financement d'entreprise dans le *Journal du Dimanche* du 24 juin. Et d'ajouter que, de la sorte, la société Geci, installée

aujourd'hui dans les environs de Metz, « aurait englouti près de 200 millions » de fonds publics.

Est-ce « du jamais vu », comme l'écrit ce journal? Pas sûr.

Certes le patron de Geci, « avant d'atterrir en Lorraine » avait « testé l'hospitalité de

plusieurs collectivités », profitant au passage de leurs largesses, de Saint-Nazaire à Tarbes, puis au Portugal. Et son projet a eu l'appui du « cabinet d'un Premier ministre qui y tenait beaucoup », puis de Nadine Morano, élue UMP de Lorraine devenue ministre de Sarkozy qui, en janvier dernier, lui promettait encore 30 millions au titre du Grand emprunt et autant de la part du Fonds stratégique d'investissement. Ce n'est d'ailleurs peut-être pas fini, car le patron de Geci, qui dit manquer encore de 60 millions, vient de s'adresser pour cela au ministre PS du Redressement productif. Et, croit savoir le *Journal du Dimanche*, un nouveau « coup de pouce au Skylander pourrait venir du nouveau commissaire général à l'Investissement, Louis Gallois », même si ce monsieur, « qui connaît bien le dossier (...) a longtemps douté du Skylander, qu'il avait baptisé : « la charrette volante ».

Une charrette peut-être, volante pas sûr, mais pleine de cadeaux comme l'État et les collectivités locales les multiplient au patronat, ça c'est certain. Les gouvernements changent mais, nuages de crise ou pas, le ciel reste dégagé pour ces entrepreneurs chasseurs de primes, crédits d'impôts et subventions de l'État, des régions et autres collectivités locales.

Pierre LAFFITTE

## • Angoulême

# Le couac du président socialiste de l'agglomération

**Philippe Lavaud, le président de la communauté d'agglomération d'Angoulême et maire de la ville, et Michel Broncy, son président-adjoint, tous deux socialistes, ont dû reculer dans leur tentative de remettre en cause un dispositif qui permettait à de jeunes élèves du primaire et du secondaire de commencer des études poussées de musique avec des professeurs du conservatoire, les classes à horaires aménagés pour la musique (CHAM).**

D'abord, ils ne voulaient plus payer pour ce dispositif et voulaient le supprimer à l'entrée en sixième. Puis ils ont envisagé de quintupler le droit d'inscription ! Ils alléguaient que ces études ne profitaient qu'à des catégories sociales favorisées, ce qui est faux car 60 % des familles concernées ont des revenus modestes.

Après la signature d'une pétition par deux mille

personnes et un tollé qui s'est répandu dans la ville, et devant les initiatives publiques d'un collectif bien relayé par la presse, ils ont annulé leur décision. Ce qui les a fait renoncer, c'est aussi la présence militante publique de nombreux pères et mères de famille, qui ont largement fait l'opinion contre ces élus « de gauche ». Dans cette ville et ce département totalement acquis aux socialistes, l'incompréhension

et l'indignation se sont répandues jusque dans leur propre milieu.

L'attaque contre le dispositif CHAM est la partie émergée de l'iceberg : ce qui est mis en cause, c'est le conservatoire lui-même, avec ses 1 200 élèves. « Avons-nous besoin d'un conservatoire ? » affirmait le président-adjoint. Et de continuer en disant qu'il y a « trop de professeurs de musique, trop qualifiés et trop payés » et qu'il faut « supprimer des postes » ; qu'il y avait trop d'élèves et qu'il faudrait en réduire le nombre d'un tiers.

La raison de cette orientation délétère est à chercher dans le fait que ces élus socialistes préfèrent consacrer les finances publiques à des

chantiers publics pharaoniques très coûteux, mais également très lucratifs pour les banques et les grandes entreprises du BTP, plutôt qu'au bénéfice de la population.

Tout en étant contents du recul infligé à ces dirigeants, le personnel du conservatoire et les parents d'élèves sont conscients qu'il faut rester vigilants et prêts à se mobiliser à nouveau. Quant au président socialiste de la communauté d'agglomération, il a affirmé un brin amer, mardi 26 juin : « On a l'impression que le changement, c'est maintenant, mais pas ici. » En clair : si vous avez aimé les « réformes » selon Sarkozy, vous aimerez le « changement » selon le PS.

Correspondant LO

## • Pôle emploi

### Tour de passe-passe avec les effectifs

Michel Sapin, ministre du Travail, a annoncé que Pôle emploi recruterait 2 000 salariés en CDI d'ici la fin de l'année. Cette annonce laisse penser que le gouvernement se préoccupe des chômeurs et des employés de Pôle emploi. Mais derrière l'art de l'emballage, il y a un bluff manifeste.

En fait, ces recrutements d'employés de Pôle emploi en CDI se feront en priorité parmi les agents qui ont été embauchés en CDD au printemps dernier. Il ne s'agit donc pas de créations de postes supplémentaires, pourtant nécessaires

compte tenu du nombre de dossiers à suivre. Ce n'est pas rien pour les travailleurs concernés, certes, mais cela ne résout absolument pas le problème de Pôle emploi, et encore moins celui des chômeurs eux-mêmes, en attente non seulement d'un suivi véritable de leurs dossiers, mais d'un emploi durable et correctement payé.

Michel Sapin a ajouté qu'il procéderait également au « redéploiement de 2 000 équivalents temps plein » sur des postes au contact avec le public. Les personnes correspondant à ces



2 000 équivalents temps plein existaient, elles changeront donc seulement d'affectation. Et le ministre de faire l'addition: « près de 4 000 agents » supplémentaires. Le tour était joué.

Pôle emploi compte environ

45 400 salariés, débordés par la tâche. En 2011, les effectifs avaient baissé de 1 800 personnes. Aujourd'hui, le nombre global n'augmente pas, mais le ministre est satisfait.

Lucienne PLAIN

## • Petites et moyennes entreprises

### Les ministres au rendez-vous

Fin juin, la 10<sup>e</sup> journée des PME, intitulée Planète PME 2012, s'est tenue à Paris. Il s'agit d'un grand rendez-vous d'affaires entre les dirigeants des petites et moyennes entreprises (qui parfois emploient plusieurs centaines de salariés) et un certain nombre de représentants des banques, des chambres d'industrie, des départements, etc. Le chef du gouvernement tunisien était présent ainsi que diverses délégations étrangères.

Quant au nouveau gouvernement, il était cette année surreprésenté, avec pas moins de sept ministres: Jean-Marc Ayrault le Premier ministre en tête, suivi de Vincent Peillon, Arnaud Montebourg, Pierre Moscovici, Najat Vallau-Elkacem, Sylvia Pinel, Fleur Pellerin, Nicole Bricq.

Les patrons des PME, qualifiées de « moteur central de l'économie », ne pourront pas dire que le gouvernement n'est pas attentif à leurs besoins.

Pierre Moscovici, ministre de l'Économie, a d'ailleurs expliqué combien il entendait défendre la « compétitivité » des entreprises et donc mettre en œuvre « une politique de financement au service de l'économie réelle, au plus près des entreprises et de leurs besoins ». Mais, concernant les besoins essentiels des travailleurs de ces mêmes PME, rien ne fut dit. Ce n'est pas le sujet... ni la priorité du gouvernement.

L. P.

## • Carte émeraude

### Une réforme contre les plus pauvres

La Mairie de Paris va présenter un projet de réforme de la carte de transport Émeraude. Jusqu'ici ce titre permettait aux seniors et aux invalides aux revenus modestes de se déplacer gratuitement dans les deux zones des transports parisiens.

Sous prétexte que le paiement du dispositif Émeraude au Syndicat des transports d'Ile-de-France coûterait 55 millions d'euros à la Ville, la Mairie de Paris propose maintenant que les personnes concernées gagnant moins de 875 euros par mois payent 20 euros en échange de leur passe annuel. Celles gagnant entre 875 euros et 2 365 euros paieraient 40 euros.

132 000 personnes sont concernées par cette mesure. La Mairie de Paris table sur

une baisse des demandeurs. Et selon ses calculs cela devrait faire rentrer 5 millions d'euros par an dans ses caisses.

Pour les personnes âgées qui ont moins de 875 euros mensuels pour vivre, 20 euros, même une seule fois par an, est une somme importante. Même pour ceux qui gagnent plus de 875 euros, 40 euros n'est pas forcément une dépense négligeable.

Cette réforme devrait faire son apparition dans le 13<sup>e</sup> arrondissement en septembre pour deux mois, et ensuite elle sera étendue au reste de la capitale.

Cette façon de remettre en cause une mesure qui facilitait un peu la vie de personnes âgées aux revenus modestes est une lamentable mesquinerie.

C. E.

## • Redevance télé

### L'ordinateur a bon dos

La ministre de la Culture et de la Communication vient d'annoncer que le gouvernement examinerait prochainement la possibilité d'étendre la redevance audiovisuelle aux possesseurs d'ordinateurs, même s'ils n'ont pas d'appareil de télévision chez eux, puisqu'on peut capter la télévision sur un ordinateur.

Certains au gouvernement semblent penser en effet que c'est un véritable gâchis, pour le fisc s'entend, que ces gens aient jusqu'à présent échappé à une taxe qui est tout de même de 125 euros par foyer en France métropolitaine.

Mais, quitte à racketter les consommateurs, pourquoi s'arrêter en si bon chemin? L'État pourrait aussi taxer les propriétaires de smartphones. Eux aussi ont un écran et

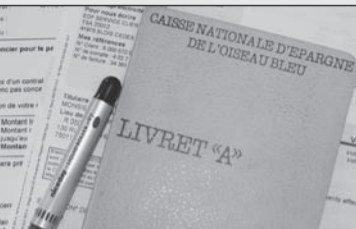
donc potentiellement accès à la télévision. Certes, tous ne s'amuse pas à regarder des émissions sur un format guère plus grand qu'un timbre-poste, mais peu importe. Le principal est que même un tout petit écran peut rapporter gros. En Allemagne par exemple, une telle taxe existe déjà sur ce type de téléphone portable.

Ici, le gouvernement n'a encore rien décidé. Du moins pour l'heure il n'a pas décidé de faire connaître sa décision. Mais comme on sait qu'il court après l'argent et que c'est à la population qu'il a choisi de présenter la note, télévision, ordinateur, smartphone ou quoi encore, tout lui sera bon. Les prétextes, c'est précisément à ça que cela sert.

P.L.

## • Livret A

### Encore une fleur aux banquiers



Quand il n'était que candidat à la présidence de la République, François Hollande avait promis de doubler le plafond du livret A et donc de le porter à 30 600 euros. La mesure, assurait-il, devait intervenir dès le mois de juillet. Elle était destinée à augmenter le financement de la construction de logements sociaux.

Dimanche 24 juin, des bruits relayés entre autres par le *Journal du Dimanche* avertissaient que la décision serait reportée à la rentrée de septembre, voire plus tard, et que le plafond serait, dans un premier temps, simplement relevé à 20 000 euros.

Le lendemain, le ministre de l'Économie Pierre Moscovici jurait ses grands dieux que « les annonces qui sont faites ne sont pas sérieuses ». Mais c'était pour affirmer aussitôt après que la réforme « *ira vers* » le doublement du livret A. Autant dire que le gouvernement n'est pas pressé et que l'urgence de financement du logement social n'est donc plus à l'ordre du jour.

C'est que, depuis l'élection, les pouvoirs publics ont rencontré les banquiers, que ces derniers ont pleuré et que les pouvoirs publics ont accédé à leurs lamentations. Pensez donc, si le plafond du livret A était doublé, les épargnants risqueraient de retirer leurs économies des comptes bancaires pour les mettre sur ledit livret. Et les banquiers de se lamenter qu'ils ne pourraient alors plus financer l'économie – comme si tel était leur principal objectif – et de quémander du temps pour s'y adapter!

Une preuve de plus, s'il en fallait, que les promesses électorales ne valent pas grand-chose face aux pressions du monde de la finance. Quant à ceux qui attendent un logement social, il leur faudra tout autre chose pour enfin y avoir droit.

Sophie GARGAN

### • Hôpital psychiatrique Saint-Jean-de-Dieu – Lyon

## Des économies dangereuses

À force de fermer des lits en psychiatrie, il est de plus en plus difficile de prendre en charge les patients. Ainsi, depuis huit mois, 25 « couchettes » ont dû être installées dans les salles d'activités thérapeutiques des services pour faire face aux admissions et, bien sûr, sans effectifs supplémentaires.

À aucun moment, l'Agence régionale de santé (ARS) n'a consenti à augmenter le personnel, prétextant que nous gardions les patients trop longtemps ! C'est dans ce contexte que, courant mai, deux infirmières ont été gravement agressées par des patients. Elles souffrent de traumatismes physiques et psychiques importants.

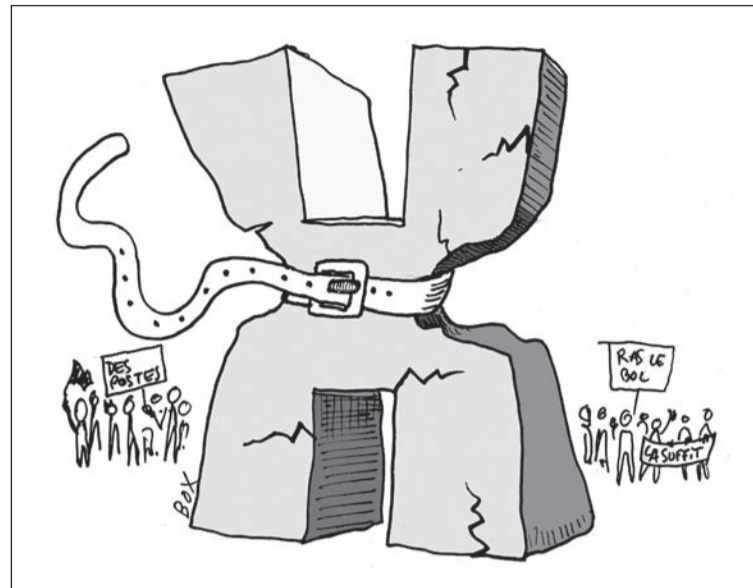
L'effectif normal est de deux infirmières pour

vingt-six patients. Or à ce moment-là il y avait trente patients avec seulement une aide-soignante en plus. Dans ces conditions le personnel, qui se trouve dans l'incapacité de répondre aux demandes, pare au plus urgent et il lui est impossible d'anticiper les situations à risque. À cela, il faut ajouter un manque récurrent de matériel lié aux consignes d'économies, obligeant les agents à courir dans

les autres services. Les salles d'activités étant transformées en chambres, les soins sont réduits au minimum et les patients avec leurs angoisses livrés à eux-mêmes.

Exprimant leur colère, 150 à 200 hospitaliers ont manifesté à plusieurs reprises devant l'hôpital courant mai et juin. Le dernier rassemblement avait pour objectif d'aller demander des comptes à l'ARS. Les seules propositions de cette dernière ont été de mettre de « petits » moyens pour favoriser la sortie des patients. En revanche, rien pour aider le personnel.

Alors que d'autres violences se sont produites depuis, le



gouvernement socialiste maintient la politique de ses prédécesseurs. Les changements

nécessaires devront donc lui être imposés.

Correspondant LO

### • AstraZeneca – Petite-Synthe (Nord)

## Une semaine de grève pour l'emploi et les salaires

Pendant cinq jours, du lundi 25 au vendredi 29 juin, les entrées de l'usine pharmaceutique AstraZeneca sur la zone industrielle de Petite-Synthe près de Dunkerque ont été bloquées par un piquet de grève. Une centaine de grévistes, sur les 290 ouvriers et techniciens de l'usine, ont tenu bon face à une direction qui ne voulait rien entendre.

Depuis quelques semaines déjà, le mécontentement montait dans l'usine. AstraZeneca

est un groupe qui produit des médicaments et, en particulier sur le site de Dunkerque,

des aérosols contre l'asthme. C'est une activité particulièrement rentable : l'usine de Dunkerque fait plus d'un milliard de chiffre d'affaires et reverse des centaines de millions d'euros chaque année au groupe AstraZeneca au titre des brevets sur les médicaments, alors qu'ils sont amortis depuis longtemps. De plus, le site de Dunkerque arrive bon an mal an à déclarer 90 millions d'euros de bénéfice. Chaque salarié de l'usine produit en moyenne 22 000 euros de bénéfice tous les mois. Et avec tout ça l'usine possède près de 200 millions d'euros de trésorerie.

Pour les actionnaires du groupe, l'usine de Dunkerque est une véritable machine à produire du profit. Mais pour les salariés c'est une toute autre histoire : un ouvrier posté

touche 1 600 euros net par mois et un technicien rarement plus de 1 800 euros. En production, le sous-effectif est permanent, les ouvriers constamment sous pression. La direction fait appel à des intérimaires au coup par coup, alors qu'il serait nécessaire d'embaucher en fixe pour tenir les postes.

Ce qui a fait éclater le ras-le-bol, c'est quand un cabinet d'experts mandaté par le comité d'entreprise a estimé que, suite aux nouveaux calculs de la direction, il manquait en moyenne 1 800 euros sur la prime de participation 2011. Depuis des semaines la direction refusait toute discussion. Le lundi 25 juin, prenant acte du blocage, les syndicats CGT et Sud ont appelé les salariés à faire grève pour l'embauche des intérimaires, pour un rattrapage de 60 euros sur les

salaires et pour une garantie sur la prime de participation 2012.

Après cinq jours de grève, les salariés ont décidé de reprendre le travail ensemble, pour éviter que le mouvement ne s'effiloche avec les premiers départs en congé de juillet. Ils n'ont sans doute pas obtenu ce qu'ils revendiquaient, mais ils ont gagné une prime de 200 euros en septembre et des garanties sur la prime de participation 2012. La direction a dû aussi s'engager à payer une journée de grève.

C'est surtout pour le moral des travailleurs que cette grève est importante : la direction a dû ravalier son arrogance et tenir compte du mécontentement qui s'exprimait.

Correspondant LO

### • Groupe Doux

## Les travailleurs manifestent « Doux, ripou, sors t'essous ! »

Une semaine après la manifestation du 23 juin à Châteaulin, près d'un millier de travailleurs du groupe Doux, et de militants syndicaux du Morbihan, se sont retrouvés à Vannes pour exiger le non-démantèlement du groupe et le maintien des emplois.

La famille Doux, 146e fortune de France, plutôt que de puiser sur ses profits, a mis en vente le groupe. Les salariés, inquiets pour leur avenir, craignent la fermeture de certains sites et des licenciements. Quant aux éleveurs, ils attendent qu'on leur paie d'importants arriérés.

Le sort du groupe volait, qui emploie 3 400 salariés et fait travailler entre 700 et 800 éleveurs, sera fixé le 5 juillet lors du dépôt des offres de reprise au tribunal

de commerce de Quimper.

« On ne veut pas se faire plumer ! » scandaient les manifestants, qui sont allés jusqu'à la préfecture pour exiger du gouvernement qu'il intervienne afin d'éviter le démantèlement du groupe, et surtout des licenciements.

Les nouveaux élus de gauche du Morbihan sont venus apporter leur soutien, mais sans aller jusqu'à demander où est passé le milliard de subventions donné à Doux. De nombreux manifestants ne se faisaient d'ailleurs guère d'illusions sur ce soutien.

Une nouvelle manifestation est prévue vendredi 6 juillet à Châteaulin, siège du groupe Doux.

Correspondant LO

### • Monoprix Roquette – Paris 11<sup>e</sup>

## « On veut du respect ! »

Pour dénoncer leurs conditions de travail déplorables et l'attitude méprisante de la nouvelle directrice, la majorité du personnel de ce grand magasin est en grève depuis le 27 juin avec le soutien de la CGT. Commencée le premier jour des soldes, huit jours après la grève continue.

Outre le manque de respect vis-à-vis du personnel, la directrice tient des propos inacceptables à une employée, du genre : « Tu t'imagines qu'avec ta dégain, tu vas avoir une

promotion ? » Elle remet aussi en cause les temps de pause et ne remplace pas les employés absents.

Depuis plusieurs mois, l'ascenseur interne est en panne, contraignant les salariés à distribuer manuellement des palettes d'une tonne de marchandises. De plus, les caisses, les sièges, les écrans devraient être rénovés.

Depuis samedi 30 juin, après l'échec des négociations, des salariés occupent le magasin jour et nuit. Dans la

journée, à vingt ou trente, ils sont devant l'entrée du Monoprix ou manifestent dans les rayons en tapant sur des casseroles et des bidons et en criant leurs revendications.

Lundi 2 juillet, devant l'entrée principale un piquet de grève dissuadait même les clients d'entrer. La plupart des clients sont solidaires, ils restent à discuter avec les grévistes, signent la pétition et versent à la caisse de grève.

Correspondant LO

### • Continental – Clairoix (Oise)

# De nouveaux engagements gagnés par la mobilisation

Après la manifestation, le 25 juin, de plus de 300 travailleurs de Continental à Compiègne, les représentants du gouvernement annonçaient le soir même la tenue d'une réunion tripartite demandée par les ex-salariés de Continental Clairoix. Lors de cette réunion, qui s'est tenue le 28 juin, l'essentiel des revendications formulées depuis des mois par le comité de lutte ont été prises en compte. Ce qui était impossible jusque-là est devenu d'un coup réalisable.

La réunion s'est tenue à la préfecture de Beauvais en présence des représentants du ministre du Travail, du ministre du Redressement productif, des services de l'État, du directeur de Continental France et des représentants du comité de lutte.

Face à l'échec patent du reclassement, Continental a accepté la prolongation de la mission de reclassement de son prestataire Altédia, sans limitation de durée, jusqu'au

reclassement effectif de deux cents salariés sur les quatre cents restant à reclasser. Les deux cents autres, en particulier ceux qui sont le plus en difficulté, bénéficieront d'une prise en charge spécifique par Pôle emploi. Une cellule spéciale dotée de moyens renforcés a pour objectif de les reclasser dans les huit mois. Enfin, Continental et l'État ont décidé d'offrir une prime de 10 000 euros aux employeurs pour la conclusion d'un CDI de chaque ex-salarié de

Continental.

L'ensemble de ces points doit être mis par écrit dans un relevé officiel de conclusions signé par chaque partie. Il restera ensuite à vérifier sa bonne application, ce qui n'est pas le moindre des problèmes.

Mais il n'en reste pas moins que c'est là encore un succès pour les ex-salariés de Continental, qui ont maintenu leur mobilisation.

Correspondant LO

### • Soitec – Bernin près de Grenoble

# Débrayage pour les salaires !

La direction de Soitec, qui fabrique des plaquettes silicium spécifiques pour la réalisation de circuits intégrés, a annoncé lors de la négociation annuelle obligatoire (NAO) du 14 juin sa décision de geler les salaires pour la période à venir, une nouvelle réunion étant annoncée pour la fin de l'année.

Elle a juste concédé une prime de 300 euros pour les salaires inférieurs à 2 000 euros. Par contre, les dirigeants de l'entreprise, pas avares de baratin pour demander toujours plus de flexibilité et de polyvalence aux salariés, se sont octroyé des actions gratuites, ce qui a pour effet de doubler leur salaire.

Depuis le 21 juin, les salariés débrayent une heure en début et en fin de chaque poste. Le 26 juin, malgré les pressions de la direction, quelque 150 travailleurs se sont rassemblés et



prononcés pour la continuation de la grève, en demandant la reprise des NAO sur une base de 100 euros d'augmentation de salaire pour tous.

Après une semaine de débrayages, la direction et les syndicats ont signé un protocole de fin de conflit. La prime unique se décline maintenant en trois primes différentes selon le salaire : 450 euros pour les salaires inférieurs à 1 800 euros par mois, 350 pour

ceux inférieurs à 2 200 et 250 pour ceux inférieurs à 2 500. Et 30 euros minimum d'augmentation annoncés pour janvier si, à mi-octobre, la direction estime que l'entreprise va mieux.

Mais les salariés n'ont peut être pas dit leur dernier mot. À l'usine de STMicroelectronics, à quelques centaines de mètres de là, à Crolles, les opérateurs et techniciens ont obtenu 70 euros d'augmentation

suite à une grève récente. Et l'ambiance est toujours aux revendications. Lors d'un tournoi de foot organisé par le CE de STMicroelectronics, les joueurs, pour la plupart des ex-grévistes, ont défilé dans les rues de Crolles en scandant « 100 euros pour tous ! On a eu 70, il en manque encore 30 ! » À la Soitec, il en manque plus encore.

Correspondant LO

### • Bus et tram – Orléans

# Les conducteurs en grève

Le 29 juin, jour de l'inauguration de la nouvelle ligne de tram, les trois quarts des conducteurs des transports urbains de l'agglomération orléanaise étaient en grève. Ils dénonçaient les mauvaises conditions de travail, que la direction du groupe Kéolis veut encore aggraver avec la mise en service de la deuxième ligne de tram.

Celle-ci entraînerait pour les conducteurs des journées à rallonge : au lieu de 22 heures, ils finiront à minuit, et même à 2 heures du matin les vendredis et samedis. La direction ne prévoit pas de pause repas à des heures correctes. Il faudrait travailler de 16h30 à 23h sans pause repas. Pour les trams et les bus de nuit, elle projette de

supprimer l'agent de sécurité qui accompagne le conducteur, le tout assorti d'augmentations de salaire dérisoires.

Les grévistes se sont rassemblés la matinée autour d'un barbecue dans une ambiance joyeuse. Ils ont ensuite manifesté à près de deux cents, du centre de maintenance de Saint-Jean-de-Braye jusqu'au

centre ville d'Orléans, où tous les officiels étaient réunis pour l'inauguration de la nouvelle ligne. Les grévistes l'ont inaugurée à leur façon, à coups de cornes de brume.

La grève a été reconduite le lendemain, ce qui a fait dire au président UMP de l'agglomération d'Orléans, dans la presse locale : « La grève le jour de l'inauguration ne me gêne pas, c'est de bonne guerre. En revanche, que la grève perturbe le réseau demain me choque profondément. Cela gâche la fête, car on prend les habitants en

otages ». Mais n'est-ce pas plutôt le cadencement et les nouvelles dessertes vendues dans l'appel d'offres qui pénalisent autant les usagers que les conditions de travail : moins de bus, attente plus longue entre deux passages ? Et des quartiers et des communes qui ne se trouvent pas sur les lignes de tram seront moins bien desservis.

Devoir travailler dans ces conditions ne choque ni la droite ni la direction. Mais les conducteurs, eux, sont bien décidés à continuer de les refuser.

Correspondant LO

### • Toyota Onnaing (Nord)

# Une bonne nouvelle... surtout pour les actionnaires

Vendredi 22 juin, la direction de l'usine Toyota Onnaing a annoncé qu'à partir de mai 2013 25 000 Yaris supplémentaires seraient à produire pour les USA, le Canada et Porto Rico.

De nombreux journalistes en ont profité pour parler de « bonne nouvelle », de « bouffée d'air pour l'emploi »... mais peu nombreux ont été ceux qui ont révélé qu'une semaine après cette annonce médiatique Toyota allait jeter au chômage près de 700 travailleurs intérimaires. Car la réalité, pour le moment, ce sont des ventes en Europe qui ne sont pas à la hauteur des espérances de Toyota. La direction veut donc faire supporter aux travailleurs les conséquences des fluctuations des ventes de voitures, par le licenciement de 700 travailleurs intérimaires.

Ce qui motive Toyota à délocaliser une partie de la production des Yaris du Japon vers Onnaing, ce sont les taux de change entre les monnaies, yen, euro, dollar, qui rendent la production européenne pour l'Amérique du Nord plus rentable.

Si cette décision a été prise par les dirigeants du groupe, c'est parce qu'ils pensent que cela va leur rapporter beaucoup plus que de continuer à produire au Japon, mais certainement pas pour garantir l'emploi en France. Les emplois retirés aux ouvriers japonais sont juste déplacés. Comme ils pourraient l'être entre deux régions de France.

En Angleterre, en 2009, Toyota Royaume-Uni avait jeté au chômage 1 200 travailleurs permanents. En Tchéquie, Toyota, allié à Peugeot dans la production des Aygo, C1 et 107, se débarrasse en ce moment de 450 salariés permanents, après avoir déjà renvoyé plusieurs centaines d'intérimaires au chômage. Et à Onnaing, avec 700 ouvriers en moins et 25 000 voitures en plus, va-t-on devoir se crever au boulot encore plus ?

Correspondant LO

# La mobilisation franchit une nouvelle étape

Jeudi 28 juin, la direction de PSA organisait un comité de groupe européen sur l'alliance avec la GM. La CGT du groupe avait appelé, à cette occasion, à un rassemblement de toutes les usines du groupe pour dénoncer les projets de fermeture ou de suppressions de postes. En effet non seulement les usines d'Aulnay, Madrid et SevelNord sont menacées, mais à Rennes les ouvriers se demandent ce qui va se passer après la C5 et la 508, et sentent bien que leurs emplois sont menacés.

## Grève à l'usine d'Aulnay

En ce qui concerne l'usine d'Aulnay, la grève devait démarrer à la pause de 8 h 30. Mais dans certains ateliers du Ferrage les ouvriers n'ont pas attendu la pause. Dans d'autres secteurs, les ouvriers sont sortis tous au dernier moment comme un seul homme. Résultat, il ne restait pratiquement plus personne pour travailler au Ferrage et en Peinture. Dans les cabines de Peinture, les chefs ont bien tenté de dissuader les peintres de faire grève – ce qui n'est pas forcément fréquent dans ce secteur –, en leur proposant de leur payer une journée supplémentaire. Devant leur refus de rester au travail, les chefs sont même allés jusqu'à proposer une prime de 100 euros. Mais rien n'y a fait, tout l'atelier s'est vidé. Fait nouveau, de nouvelles catégories de salariés comme les ouvriers professionnels et certains techniciens, n'ayant pas l'habitude de se mobiliser, s'y sont mis cette fois-ci.

Au Montage, une manifestation dans les allées a permis d'entraîner des ouvriers qui hésitaient encore, laissant les cadres essayer de faire tourner la chaîne.

Les discussions étaient déjà animées ces derniers jours. Beaucoup d'ouvriers étaient

passés à la « cellule mobilité » mise en place par PSA pour se renseigner. La nouvelle que la direction proposait une prime d'à peine 2 500 euros pour faire accepter la mutation à l'usine de Poissy a fait le tour de l'atelier. Le déménagement d'une machine coûterait plus cher au patron !

## La manifestation devant le siège de PSA

Nous nous sommes donc retrouvés à quelque mille cinq cents travailleurs, jeudi 28 juin, devant les vitres du siège social. 800 ouvriers d'Aulnay donnaient le ton, dans cette manifestation regroupant non seulement des délégations de toutes les usines PSA, jusqu'à celle de Madrid, mais aussi de Renault Cléon, Flins, Lardy et du Technocentre, des sous-traitants automobiles et des ouvriers venus de la GM Strasbourg, eux aussi menacés de fermeture d'usine.

L'ambiance n'était absolument pas à la démoralisation. Au contraire, tous les présents avaient envie d'envoyer un message fort au patron comme au gouvernement. Il n'est pas question de laisser les patrons nous jeter dehors. Nous n'acceptons pas non plus leur chantage, comme à SevelNord où ils veulent imposer aux ouvriers de geler les salaires, de perdre des jours de RTT et d'accepter



des suppressions d'emplois, sous le prétexte mensonger de sauver l'usine.

PSA comme les autres groupes automobiles sont riches à milliards. La ridicule baisse des ventes en 2011 (-1%) ne peut pas cacher qu'en vingt ans les ventes sont passées de deux millions de véhicules à 3,6 millions et que le chiffre d'affaires de PSA est passé de 41 milliards à 65 milliards d'euros. Les profits accumulés sont immenses (+ 10 milliards). Alors, tous les discours sur les difficultés de la filière automobile sont de la poudre aux yeux.

Si PSA veut fermer Aulnay et Madrid et s'attaquer aux emplois à Rennes, c'est pour augmenter la charge de travail dans les autres usines et ainsi faire plus de profit. À l'échelle du groupe, la direction veut réaliser 1 milliard d'économies supplémentaires. Ce qui veut dire que tous les travailleurs du groupe sont concernés par les attaques. Tous risquent de voir leurs conditions de travail se dégrader, de perdre leur emploi, de subir le chantage du patron. Alors, pour se défendre, pour sauver notre peau, il nous faut combattre collectivement ces attaques, dans les usines menacées comme dans les autres. Et nous le pouvons, car collectivement nous représentons une force. C'est nous qui créons les richesses !

Au cours du comité de groupe européen, la direction a annoncé un nouveau CCE extraordinaire pour juillet. Dans la manifestation, tout le monde comprit que cela signifiait qu'elle allait annoncer à cette occasion la fermeture d'Aulnay ce qu'elle s'était refusée à faire jusque-là, osant même affirmer que ce n'était pas d'actualité.

Vendredi, le ministre

Montebourg a écrit une lettre à Varin, le PDG du groupe, lui demandant de « clarifier ses intentions ». Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif, est le seul à faire semblant de ne pas comprendre que PSA a décidé de fermer l'usine d'Aulnay et de penser que le groupe est en difficultés financières. Il se prépare non seulement à laisser le patron nous jeter dehors, mais même à financer les actionnaires en mettant sur pied un nouveau plan d'aide à la filière automobile. Pendant ce temps, la direction cherche toujours à vider le plus possible l'usine de ses embauchés et se prépare à annoncer la fermeture.

## Les suites à donner à notre mobilisation

Le lendemain vendredi 29 à l'usine d'Aulnay, les discussions continuaient. Tous les participants étaient remontés et contents d'avoir réussi cette mobilisation. La nouvelle tombait que, finalement, il y aurait deux CCE extraordinaires, les 12 et 25 juillet. On se prépare aux annonces de la direction, tout en sachant que lors du prochain CCE elle fera bien attention de ne pas employer le mot fermeture ou licenciements. PSA trouvera des formules pour parler de reconversion ou de réindustrialisation.

Nous avons l'avantage certain de ne pas être pris de court. Nous avons déjà fait un certain nombre de démonstrations de force et cette mobilisation du 28 juin a été une nouvelle étape réussie, dans la construction du rapport de forces. Il reste encore bien des étapes à franchir, comme celle d'éviter de tomber dans le piège des solutions individuelles. Il nous faut convaincre encore

plus de travailleurs de réagir collectivement.

## Réaction en Peinture

Ce mardi, en équipe du matin, l'équipe entière de 16 peintres de la cabine centrale ont décidé entre eux de se mettre en grève après la pause casse-croûte. Très rapidement le Montage a été arrêté. Fait marquant : sur 16 travailleurs, 13 sont intérimaires. Ils se sont mis en grève contre la fermeture de l'usine et, pour les intérimaires, pour demander d'être embauchés en CDI avec maintien de l'emploi au moins jusqu'à 2016. L'usine compte près de 380 intérimaires et il est évident que, si l'usine ferme, ils perdront leur boulot comme tous les autres.

La conscience grandit qu'il nous faudra lutter ensemble pour sauver nos emplois. Et d'ailleurs le patron ne s'y trompe pas et craint d'avance les réactions de colère. À l'usine de PSA Saint-Ouen, qui alimente en pièces d'emboutissage toutes les usines de montage, des heures supplémentaires sont imposées pour réaliser des stocks de pièces au cas où les salariés d'Aulnay viendraient bloquer l'usine, ce qui paralyserait la production européenne de PSA. Le patron se prépare car il sait que ses projets ne vont pas passer comme une lettre à la poste.

Mais nous aussi nous nous sommes préparés à ces luttes. La conscience et l'organisation des ouvriers ont franchi de nombreuses étapes ces derniers mois. Y compris dans la compréhension que l'on ne peut compter que sur nos propres forces et qu'on ne peut guère compter sur le gouvernement.

Correspondant LO

